



2025

23 MAI

DÉLIBÉRATIONS | 05

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

Réunion de la Commission Permanente

Date de Publication : 28 mai 2025

1

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 23 Mai 2025
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

25CP05-1 - Convention de partenariat 2025 avec le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP05-2 - Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires et Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, inscriptions et modifications d'espaces, sites et itinéraires

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Parcours

ANNEXE - 2-Cartographie

25CP05-3 - Station du Lioran - Tarifs des remontées mécaniques - Été 2025

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tarifs groupes

ANNEXE - Tarifs individuel

25CP05-4 - Favoriser les circuits courts - Subvention à l'Association
Bienvenue à la Ferme dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Programme et budget prévisionnel

25CP05-5 - Convention de partenariat relative à l'opération « Opéra
d'été » 2025 dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention 19 juillet la Fille du régiment

ANNEXE - 2-Convention 13 août la Fille mal gardée

25CP05-6 - Convention de partenariat avec la Fédération des Associa-
tions Laïques du Cantal pour 2025

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP05-7 - Convention pour la participation à la production du
film moyen-métrage « Les Égarés » par l'association LEOMEDIAS
PRODUCTIONS

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

25CP05-8 - Aménagement de la RD n°922 entre Loubejac et l'Hôpital -
Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour le remplacement
d'une conduite d'alimentation en eau potable appartenant au Syndicat
Intercommunal des Eaux de la Bertrande

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Délibération SIE de la Bertrande

ANNEXE - 2-Convention

25CP05-9 - Route départementale n°34 - Aménagement de la traverse
du bourg de Paulhenc - Commune de Paulhenc

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP05-10 - Aménagement de la traverse de Saint-Santin-de-Maurs -
Reprise d'un carrefour entre les routes départementales n°272 et n°45

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

2- Annexe financière

25CP05-11 - Route départementale N°909 - Aménagement de la traverse
du bourg de Vieillespesse - Commune de Vieillespesse

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP05-12 - Transfert de domanialité d'un délaissé de la route départementale n°678 à la Commune de Condat

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Délibération Commune de Condat

ANNEXE - Vue Aérienne

25CP05-13 - Déclassement et échange de parcelles sur la Commune
d'Anterrieux suite à l'aménagement de la route départementale n°989

ANNEXE - Délibération

25CP05-14 - Déclassement et échange de parcelles sur la Commune de
Marcolès suite à l'aménagement de la route départementale n°45

ANNEXE - Délibération

25CP05-15 - Déclassement et cession d'une parcelle au profit d'un tiers
sur la Commune de Siran au lieu-dit Puech de Lagarde suite à l'aménagement de la RD n°653

ANNEXE - Délibération

25CP05-16 - Déclassement et cession de parcelles au profit d'un tiers
sur la Commune de Siran lieux-dits Puech de Lagarde et Garric suite
à l'aménagement de la RD n°653

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

25CP05-17 - Contrat Sport Cantal - Soutien aux Ecoles de Sport et aux tournois départementaux - Saison 2024-2025

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Ecoles de Sports délégués et affinitaires

25CP05-18 - Contrat Sport Cantal - Soutien au Sport Scolaire en faveur de l'USEP 15 et l'UNSS 15

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1. USEP Programme 2025

ANNEXE - 2. UNSS programme 2025

25CP05-19 - Contrat Sport Cantal - Soutien au Comité Départemental Olympique et Sportif pour le fonctionnement de la Maison des Sports

ANNEXE - Délibération

25CP05-20 - Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Condat

ANNEXE - Délibération

25CP05-21 - Petites Villes de Demain : Avenant n°2 à la convention relative au partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°2

ANNEXE - Tableau attributions

25CP05-22 - Soutenir les races emblématiques Salers et Aubrac - Attribution d'une subvention au Syndicat des Eleveurs Aubrac Cantaliens

ANNEXE - Délibération

25CP05-23 - Aide exceptionnelle pour soutenir l'investissement des élevages ovins touchés par la FCO8 en complément de l'aide régionale

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Fiche action

25CP05-24 - Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques et des Pratiques Amateurs (SDDEAPA) - Année scolaire 2024-2025

ANNEXE - Délibération

25CP05-25 - Fonds Cantal Animation - FCA

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

CANTAL RESPONSABLE

25CP05-26 - Améliorer les conditions de travail des éleveurs en espace pastoral - Cofinancement du dispositif 207 du FEADER

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau subventions

25CP05-27 - Favoriser les pratiques agricoles vertueuses - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

ADMINISTRATION GENERALE

25CP05-28 - Fonds Commun des Services d'Hébergement - FCSH

ANNEXE - Délibération

25CP05-29 - Evolution des tarifs de la restauration et de l'hébergement dans les collèges publics - Année 2026

ANNEXE - Délibération

25CP05-30 - Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de 3 661 302 euros - Construction de 36 logements rue Jean-Charles Alphand 15000 Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Convention

ANNEXE - 2- Contrat

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 23 MAI 2025**

**DELIBERATION N°25CP05-1
Convention de partenariat 2025 avec le Comité Départemental
de la Randonnée Pédestre du Cantal**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°21CD06-01 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Projet pour le Cantal 2021-2030 et son plan d'actions ;

Vu la délibération n°24CD06-19 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 validant le budget et le programme de soutien en faveur du sport et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

- ATTRIBUE une subvention d'un montant de 5 000 € au Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal.

- ADOPTE la convention de partenariat 2025 avec le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention de Partenariat 2025 Conseil départemental du Cantal Comité Départemental de la Randonnée Pédestre

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Le Conseil départemental du Cantal, 28, Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 23 mai 2025,

Ci-après dénommé le Département,

Et

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal, représenté par son Président Monsieur René COUDOUÉL - Siège Maison Départementale des Sports, 130, avenue du Général Leclerc - 15000 AURILLAC,

Ci-après dénommé le CDRP,

Vu la délibération du Conseil Général en date du 27 juin 1995 adoptant le projet de Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée,

Vu la délibération N°24-CD06-19 du Conseil Départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'actions relatif à la mise en œuvre de la politique sportive en 2025.

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE :

Le Département se voit confier par l'article L 361-1 du code de l'environnement, la compétence pour établir le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR), afin de protéger les sentiers qui y sont inscrits et favoriser la découverte des sites naturels et des paysages ruraux en développant la pratique de la randonnée.

Le CDRP du Cantal a pour objet, en tant que représentant de la Fédération Française de la Randonnée (FFR), le développement de la randonnée pédestre dans

le Cantal, tant pour sa pratique sportive que pour la découverte et la sauvegarde de l'environnement, le tourisme et les loisirs.

Le CDRP inscrit notamment ses actions dans le cadre du plan fédéral national 2021 - 2028 dont l'ambition est « **Marcher, tous, tout le temps, partout !** »

PROJET

Il assure notamment la gestion des itinéraires appelés GR®* homologués par la FFR et est habilité par cette dernière à mettre en œuvre et faire respecter les marques de balisages GR®, que la Fédération a déposées à l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Il dispose d'un réseau de baliseurs bénévoles expérimentés, formés et respectueux de la charte officielle du balisage.

Il contribue en accord avec le Département, dans le cadre de la politique départementale en faveur de la randonnée, à la valorisation de l'itinérance par la création, la réhabilitation et l'entretien des GR®.

* GR® : Itinéraires de Grande Randonnée

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, en lien avec le projet pour le Cantal 2021-2030, de définir les engagements réciproques des signataires et en particulier le rôle du CDRP du Cantal dans la mise en œuvre de l'itinérance dans le département du Cantal à travers le réseau des GR® inscrits ou en cours d'inscription sur le PDIPR et dont le linéaire hors superpositions représente 410 km.

La randonnée étant l'activité de pleine nature la plus pratiquée par les cantaliens et les touristes, un niveau de qualité constant de l'infrastructure existante est à rechercher et à prioriser.

Article 2 : LES MISSIONS DU CDRP DU CANTAL

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal s'engage à mettre en œuvre les actions suivantes :

a) Chemins Grande Randonnée GR®

- Le balisage des itinéraires conformément à la charte officielle du balisage de la FFR ainsi que l'entretien léger des itinéraires. « Objectif » 70% des GR® balisés sur les 410Km de GR® homologués. Le comité fait remonter toutes remarques concernant un dysfonctionnement rencontré sur les divers GR®.
- Demande d'homologation de la liaison entre Aurillac – GR® 400 Mandailles Saint Julien auprès de la Fédération Française de la Randonnée.
- Redynamisation (demande d'homologation auprès de la Fédération Française de la Randonnée) de la Via Averno entre Massiac et la limite avec la Corrèze.
- Solutionner les problèmes rencontrés sur les GR® existants.
- La mise à jour des topoguides existants.

b) Pratiques diverses

- Création de dix balades à roulettes (balades visant un public à mobilité réduite ou familiale) sur l'ensemble du département.

c) Animation - Communication

- Création d'une fête de la randonnée avec la mobilisation des clubs et le soutien de la commune où se déroulera la manifestation.
- Assurer la promotion du conseil départemental dans ses diverses actions et manifestations (topoguides, presse, fête de la randonnée...)

PROJET

d) Formations

- Formation de baliseurs agréés.
- Soutenir la formation des animateurs des clubs affiliés.

Article 3 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT ET MODALITES DE VERSEMENT

Subvention pour l'année 2025 : 5 000 €

Le versement de cette aide interviendra par année civile sur production avant le 30 octobre de chaque année des éléments suivants :

- Bilan d'activité, financier et de terrain réalisées et certifiés par le Président du CDRP,

Article 4 : MODIFICATION, RESILIATION ET LITIGE

La présente convention pourra être modifiée par avenant à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, **toutefois tout projet particulier fera l'objet d'une convention spécifique**. La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non production des pièces justificatives citées à l'article 3. Pour tout litige qui pourrait naître entre les parties quant à l'interprétation ainsi qu'à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent préalablement à toute action judiciaire à trouver un accord amiable.

Fait à Aurillac en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental du
Cantal,

Bruno FAURE

Le Président du CDRP du Cantal

René COUDOUDEL

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 23 MAI 2025**

DELIBERATION N°25CP05-2

Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires et Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, inscriptions et modifications d'espaces, sites et itinéraires

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération du Conseil Général du 27 juin 1995 adoptant le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée ;

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.361-1 ;

Vu le Code du sport et notamment son article L.311-3 ;

Vu la délibération n°21CD06-01 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Projet pour le Cantal 2021-2030 et son plan d'actions ;

Vu l'avis favorable de la Commission sport du 9 avril 2025 ;

- **APPROUVE** l'inscription des parcours au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) présentés dans le tableau joint en annexe de la présente délibération et leur intégration au Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires (PDESI).

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

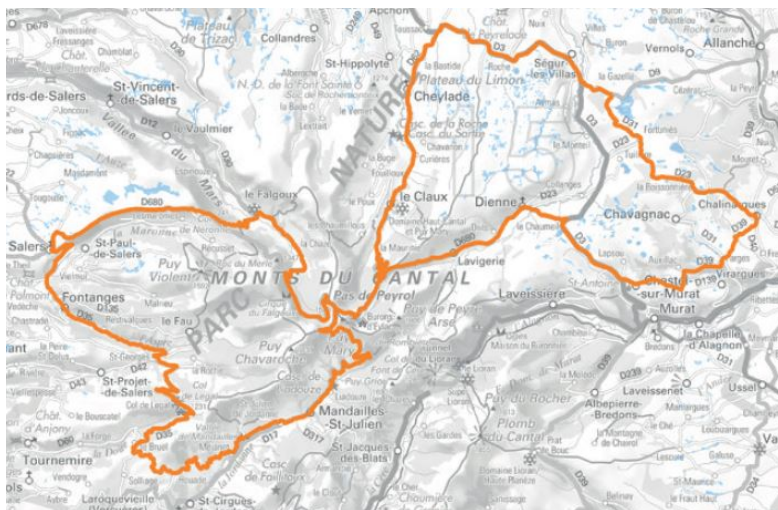
Parcours PDIPR et PDESI
Commission Permanente du 23 mai 2025

Nom de l'espace, site ou itinéraire	Distance	Catégorie	Dispositif	Territoire impacté	Structure gestionnaire
RBX Volcan du Cantal	112,3 km	Cyclisme Cyclotourisme	PDESI	cf annexe cartographique	Conseil départemental du Cantal
RBX des Pays de Saint-Flour	136,6 km	Cyclisme Cyclotourisme	PDESI	cf annexe cartographique	Conseil départemental du Cantal
RBX de la châtaigneraie cantalienne	138,6 km	Cyclisme Cyclotourisme	PDESI	cf annexe cartographique	Conseil départemental du Cantal
RBX	100,8 km	Cyclisme Cyclotourisme	PDESI	cf annexe cartographique	Conseil départemental du Cantal
Véloroute V86 La vallée du Lot à Vélo	12 km	Cyclisme Cyclotourisme	PDESI	cf annexe cartographique	Conseil départemental du Cantal
Boucle VAE Entre Pinatelle et Tourbière	37 km	Cyclisme Cyclotourisme Vélo à assistance électrique	PDESI	cf annexe cartographique	Conseil départemental du Cantal
Boucle VAE La Vallée de Brezons	53 km	Cyclisme Cyclotourisme Vélo à assistance électrique	PDESI	cf annexe cartographique)	Conseil départemental du Cantal
La piste verte de Mauriac	8,5 km	Cyclisme Cyclotourisme Pédestre	PDESI	cf annexe cartographique	Communauté de Communes du Pays de Mauriac
Espace Trail Saint-Flour-Aubrac	8 parcours 116 km	Trail	PDESI	cf annexe cartographique	Saint-Flour Communauté
GR®465	5,3 km	Pédestre	PDIPR Modification	cf annexe cartographique	Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne et Comité départemental de la Randonnée Pédestre du Cantal
PR Le Rocher et PR Les Manoirs	2,7 km	Pédestre	PDIPR Modification	cf annexe cartographique	Aurillac Agglomération et Commune de Carlat

Nom de l'itinéraire : RBX Volcan du Cantal – 112,3 km – Cyclisme, cyclotourisme

Structure gestionnaire : Conseil départemental du Cantal

Commune de départ : Mandailles Saint-Julien



SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

Nom de l'itinéraire : RBX des Pays de Saint-Flour – 136,6 km – Cyclisme, cyclotourisme

Structure gestionnaire : Conseil départemental du Cantal

Commune de départ : Saint-Flour

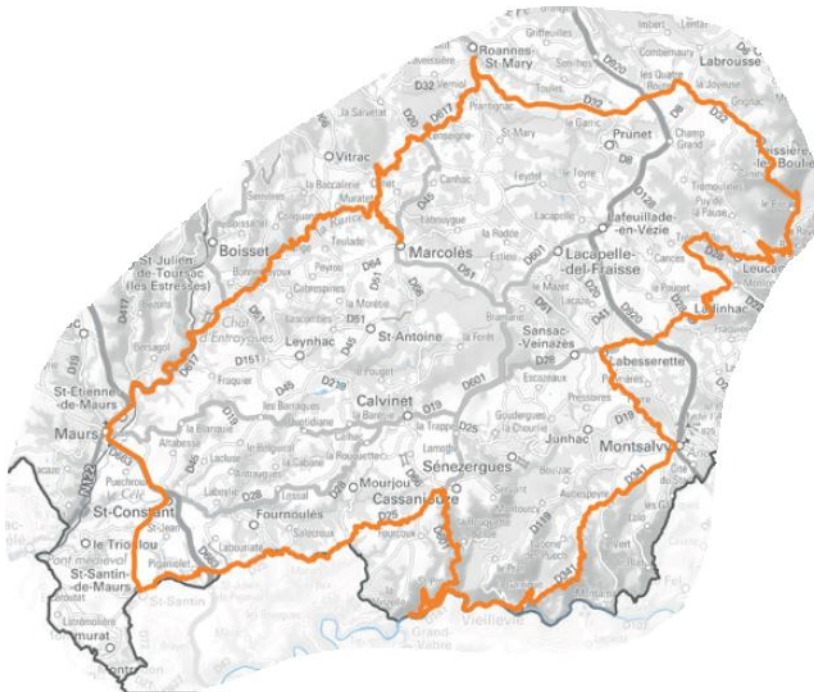


SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

Nom de l'itinéraire : RBX de la Châtaigneraie Cantalienne – 138,6 km - Cyclisme, cyclotourisme

Structure gestionnaire : Conseil départemental du Cantal

Commune de départ : Marcolès

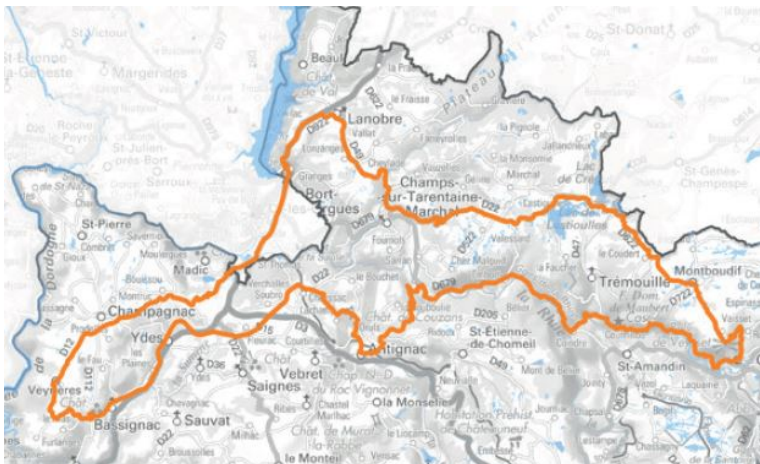


SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

Nom de l'itinéraire : RBX Sumène-Artense – 100,8 km - Cyclisme, cyclotourisme

Structure gestionnaire : Conseil départemental du Cantal

Commune de départ : Champs-sur-Tarentaine

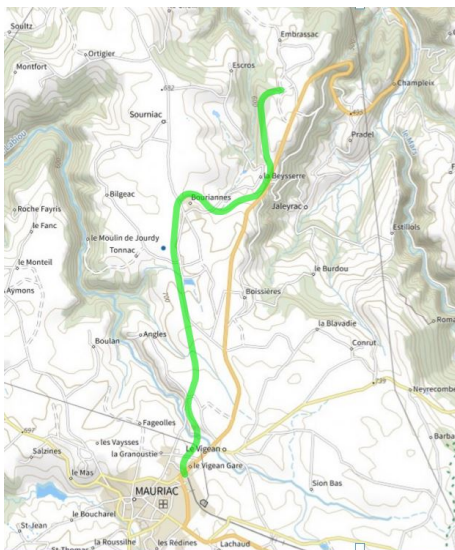


SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

Nom de l'itinéraire : Voie verte de Mauriac – 8,5 km - Cyclisme, cyclotourisme

Structure gestionnaire : Communauté de Communes du Pays de Mauriac

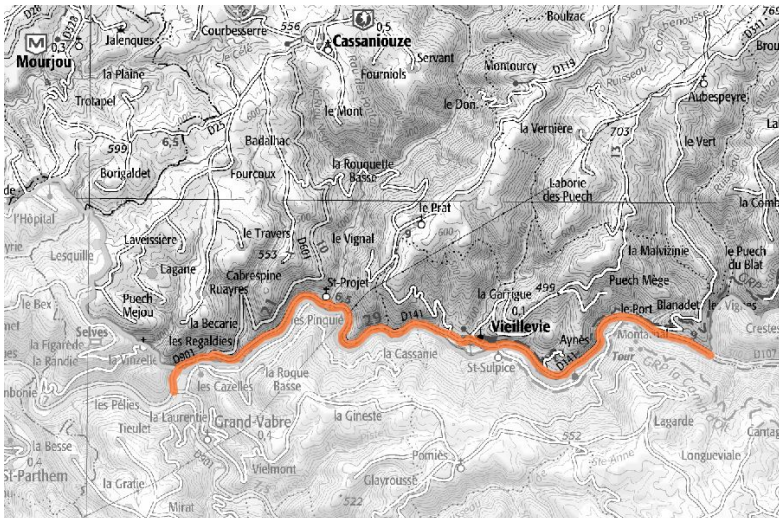
Commune de départ : Mauriac



SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

Nom de l'itinéraire : Véloroute 86 « La Vallée du Lot à Vélo » – 12 km - Cyclisme, cyclotourisme

Structure gestionnaire : Syndicat Mixte du Bassin de la Vallée du Lot

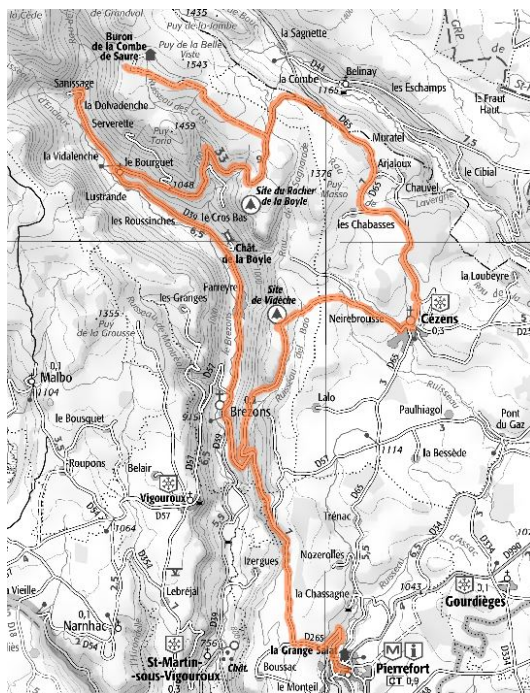


SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

Nom de l'itinéraire : La Vallée de Brezons en VTAE – 53 km - Cyclisme, cyclotourisme, vélo à assistance électrique

Structure gestionnaire : Conseil départemental du Cantal

Commune de départ : Pierrefort

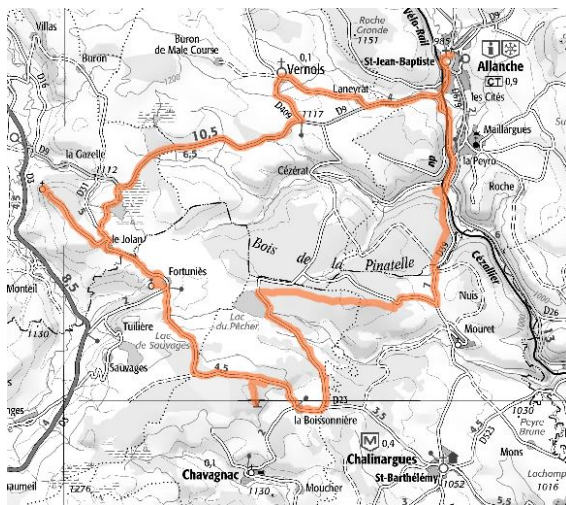


SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

Nom de l'itinéraire : Entre Pinatelle et Tourbières – 37 km - Cyclisme, cyclotourisme, vélo à assistance électrique

Structures gestionnaires : Conseil départemental du Cantal

Commune de départ : Allanche

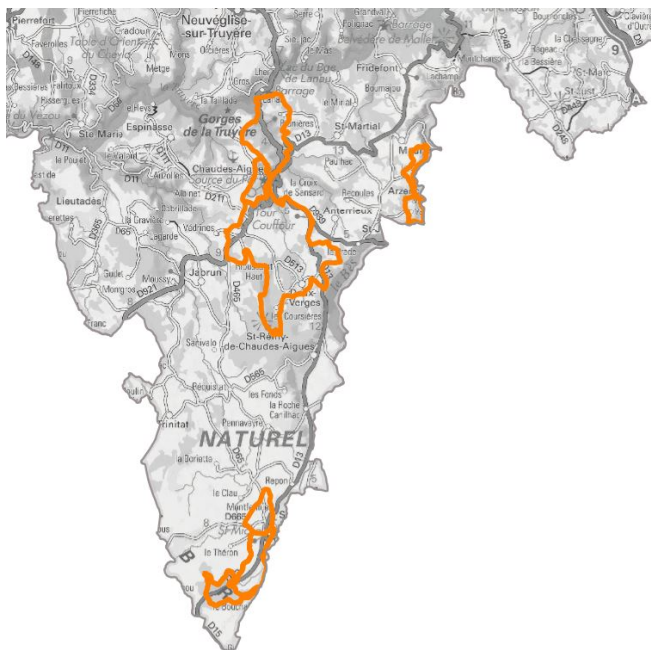


SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

Nom de l'espace : Espace Trail Aubrac – Saint-Flour - 8 parcours – 116 km

Structures gestionnaires : Saint-Flour Communauté

Communes de départs : Chaudes-Aigues, Maurines, Saint-Urcize

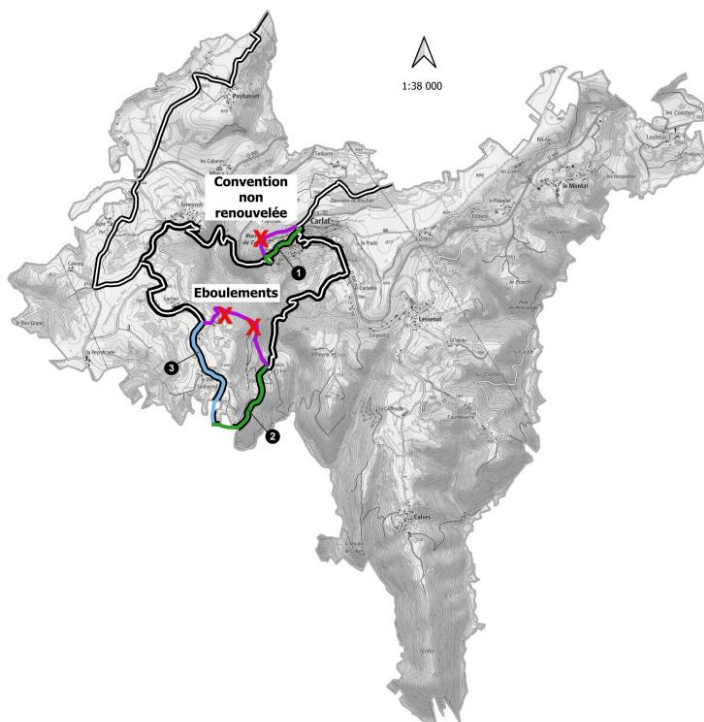


SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

Nom des itinéraires : Le Rocher et Les Manoirs
2,3 km - Catégorie 1 – Pédestre – Modification des tracés

Commune impactée par la modification : Carlat

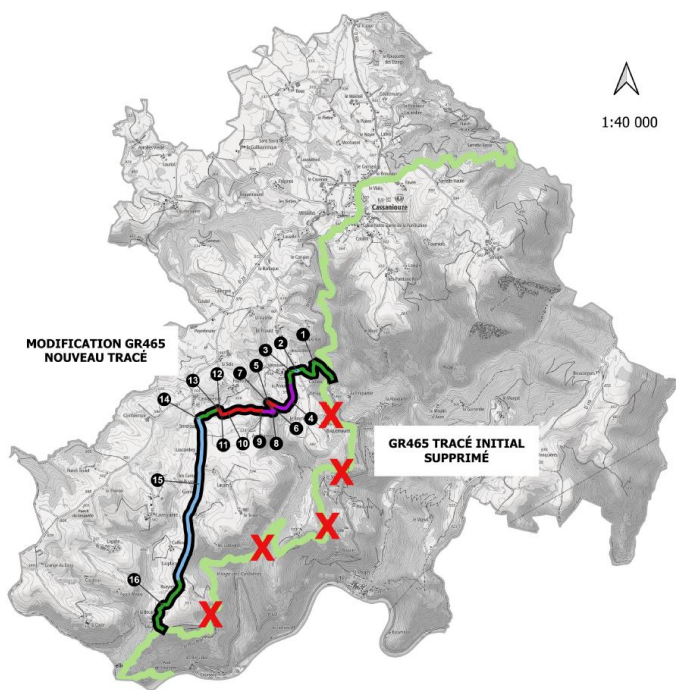
Structures gestionnaires : Aurillac Agglomération et commune de Carlat



Nom de l'itinéraire : GR®465
7,5 km - Catégorie 1 – Pédestre – Modification de tracé

Commune impactée par la modification : Cassaniouze

Structures gestionnaires :
Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne, commune de Cassaniouze, Comité départemental de la Randonnée Pédestre



SIG CD15-SEJ – 23/05/2025

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-3

Station du Lioran - Tarifs des remontées mécaniques - Été 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Bruno FAURE ne participe pas au vote ainsi que Marie-Hélène ROQUETTE par le pouvoir donné.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°13CG07-29 du Conseil Général du 19 décembre 2013 approuvant le contrat de délégation de service public ;

Vu le contrat de délégation de service public signé avec la SAEM Super Lioran Développement le 7 janvier 2014, portant sur la gestion et l'exploitation des remontées mécaniques, du domaine skiable et des activités annexe de la station du Lioran ;

Vu l'avis favorable du Conseil d'administration de la SAEM Super Lioran Développement du 30 septembre 2024 sur les grilles tarifaires été 2025 ;

- APPROUVE les grilles tarifaires groupes et individuels jointes en annexe de la présente délibération pour les activités de la saison d'été 2025 à la station du Lioran.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROPOSITION TARIFAIRE ETE 2025 (TARIFS GROUPES-A PARTIR DE 15 PERSONNES)

	Adulte 18 ans et +				Junior 12 - 17 ans				Enfant 5 - 11 ans			
	ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %	
TELEPHERIQUE												
Aller et retour	10,10	10,70	5,94%		9,00	9,50	5,56%		6,90	7,30	5,80%	
Trajet simple	7,50	7,50	0,00%		7,00	7,00	0,00%		6,00	6,00	0,00%	

	Adulte 18 ans et +				Junior 12 - 17 ans				Enfant 5 - 11 ans			
	ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %	
TELESIEGE DE ROMBIERE												
Aller et retour	7,30	7,50	2,74%		7,10	7,30	2,82%		5,00	5,10	2,00%	
Trajet simple	5,80	5,90	1,72%		5,50	5,60	1,82%		4,40	4,50	2,27%	

	Adulte 18 ans et +				Junior 12 - 17 ans				Enfant 5 - 11 ans			
	ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %	
VTT DOMAINE PLOMB												
1/2 journée - 4 heures	14,80	14,80	0,00%		12,10	12,10	0,00%		10,20	10,20	0,00%	
1 journée	24,10	24,10	0,00%		17,20	17,20	0,00%		15,30	15,30	0,00%	
2 jour par personne	44,60	44,60	0,00%		30,10	30,10	0,00%		28,40	28,40	0,00%	

	Adulte 18 ans et +				Junior 12 - 17 ans				Enfant 5 - 11 ans			
	ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %	
VTT BAGUET SEUL												
1/2 journée - 4 heures	13,30	13,70	3,01%		10,50 €	10,80 €	2,86%		8,90	9,20	3,37%	
1 journée	17,90	18,50	3,35%		14,40 €	14,90 €	3,47%		12,40	12,80	3,23%	

	Adulte 18 ans et +				Junior 12 - 17 ans				Enfant 5 - 11 ans			
	ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %	
MONTEE BAGUET PIETONS												
Aller et retour		5,20				4,00				3,00		
Trajet simple		3,80				2,90				2,10		

	Adulte 18 ans et +				Junior 12 - 17 ans				Enfant 5 - 11 ans			
	ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %	
TYROLIENNE												
Solo (à partir de 30 kg ; max 120 kg)	22,00 €	24,00 €										
Duo (à partir de 25 kg ; max 150 kg)	35,00 €	36,00 €										

L'écart de poids entre les deux personnes ne doit pas dépasser 40kg.

Montée au télésiège du Baguet + descente en Tyrolienne

A partir de 10 personnes - pas de gratuité

	Adulte 18 ans et +				Junior 12 - 17 ans				Enfant 5 - 11 ans			
	ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %	
MINI-GOLF												
1 Partie		4,30										

	Adulte 18 ans et +				Junior 12 - 17 ans				Enfant 5 - 11 ans			
	ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %	
DEVAL'LUGE												
1 tour		3,40										
4 tours		11,50										
6 tours		16,50										

	Adulte 18 ans et +				Junior 12 - 17 ans				Enfant 5 - 11 ans			
	ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %		ETE 2024	ETE 2025	evo %	
FORFAIT DECOUVERTE												
1 Forfait												
* A/R Téléphérique												
* 4 tours de Déval'luge												
* 1 partie de Mini-Golf												

PROPOSITION TARIFAIRE ETE 2025 (TARIFS INDIVIDUEL)

	Adulte 18 ans et +			Junior 12 / 17 ans			Enfant 5 / 11 ans		
	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %
	11,50	12,50	8,70%	10,10	10,30	7,92%	8,10	8,80	8,64%
Allet et retour	9,20	9,20	0,00%	8,00	8,00	0,00%	6,50	6,50	0,00%
Trajet simple									

	Adulte 18 ans et +			Junior 12 / 17 ans			Enfant 5 / 11 ans		
	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %
	9,50	9,70	2,11%	8,00	8,20	2,50%	6,50	6,70	3,08%
Allet et retour	7,30	7,40	1,37%	6,60	6,70	1,52%	5,00	5,10	2,00%
Trajet simple									

	Adulte 18 ans et +			Junior 12 / 17 ans			Enfant 5 / 11 ans		
	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %
	15,00	15,00	0,00%	12,80	12,80	0,00%	10,00	10,00	0,00%
Matin (jusqu'à 12h10)	19,90	19,90	0,00%	17,00	17,00	0,00%	13,00	13,00	0,00%
(en semaine du 15/06 au 30/07 et du 28/08 au 15/09)	29,40	29,40	0,00%	24,40	24,40	0,00%	18,60	18,60	0,00%
4 heures consécutives	53,00	53,00	0,00%	44,50	44,50	0,00%	34,90	34,90	0,00%
2 jour par personne	120,00	120,00	0,00%	100,00	100,00	0,00%	78,00	78,00	0,00%
5 jours NON CONSECUTIFS	238,00	238,00	0,00%	249,00	249,00	0,00%	205,00	205,00	0,00%
FORFAIT SAISON									

	Adulte 18 ans et +			Junior 12 / 17 ans			Enfant 5 / 11 ans		
	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %
	15,80	16,20	2,53%	13,30 €	13,70 €	3,01%	10,30	10,60	2,91%
VTT BAGUET SEUL	20,70	21,40	3,38%	17,40 €	17,90 €	2,87%	15,00	15,50	3,33%
1/2 journée - 4 heures									
journée									

	Adulte 18 ans et +			Junior 12 / 17 ans			Enfant 5 / 11 ans		
	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %
	7,10	7,40	4,23%	6,20 €	6,40	3,23%	5,20	5,40	3,85%
MONTEE BAGUET PIÉTONS	5,80	6,00	3,45%	4,90 €	5,10	4,09%	4,00	4,10	2,50%
Allet et retour									
Trajet simple									

	TYROLIENNE		
	ETE 2024	ETE 2025	
	26,00 €	28,00 €	Montée au télésiège du Baguet + descente en Tyrolienne
Solo (à partir de 30 kg, max 120 kg)	42,00 €	42,00 €	
Duo (à partir de 25 kg, max 160 kg)			

L'écart de poids entre les deux personnes ne doit pas dépasser 40kg.

MINI-GOLF	ETE 2024	ETE 2025	evo %
1 Partie	5,20	5,20	0,00%
5 Parties	21,30	21,30	0,00%

DEVAL'UGE	ETE 2024	ETE 2025	evo %
1 tour	4,20	4,20	0,00%
4 tours	14,10	14,50	2,84%
6 tours	21,00	21,70	3,33%

FORFAT DECOUVERTE Variable tout l'été	Adulte 18 ans et +			Junior 12-17 ans			Enfant 5 / 11 ans		
	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %	ETE 2024	ETE 2025	evo %
1 Forfait * 1 AR Téléphonique * 4 tours de Déval'luge * 1 partie de Mini-Golf	23,00	24,10	4,78%	19,80	20,80	5,05%	17,20	18,00	4,65%

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-4

Favoriser les circuits courts - Subvention à l'Association Bienvenue à la Ferme dans le Cantal

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées ;

- **ATTRIBUE** à l'Association Bienvenue à la Ferme, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I. 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 5 000 € pour la mise en oeuvre des actions de promotion 2025 dont le programme détaillé et joint en annexe de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 10 000 € TTC.

Cette aide est allouée sur la base du régime exempté de notification n°SA.109080, relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des article 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Promotion du réseau Bienvenue à la Ferme dans le Cantal

Qui sommes-nous ?

Un réseau national

Bienvenue à la ferme représente pour ses adhérents l'opportunité de diversifier leur activité, permettant d'assurer leur pérennité et de concourir au maintien de l'identité de nos métiers.

Les missions du réseau sont nombreuses :

- Promouvoir des offres fermières diversifiées : produits fermiers, restauration, séjours et loisirs.
- Agréments encadrés par des cahiers des charges spécifiques garantissant la qualité des offres
- Acteur incontournable des circuits de proximité et tourisme vert, reconnu par plus d'un français sur 2
- Au cœur des enjeux sociétaux contemporains : alimentation durable, traçabilité, écocitoyenneté, retour à la ruralité

Au niveau local, c'est l'Association Bienvenue à la ferme dans le Cantal soutenue par la Chambre d'agriculture du Cantal (animation) qui assure les missions suivantes depuis 1998 :

- Faire connaître les producteurs agréés Bienvenue à la Ferme dans le Cantal
- Centraliser les adresses des producteurs fermiers et agritourisme dans un guide Bienvenue à la Ferme annuel
- Opérations de promotion des adhérents : événements, opérations portes ouvertes...
- Opérations de commercialisation : colis de Noël à destination des comités d'entreprises cantaliens et au-delà...
- Acteur du développement des territoires : partenaires des projets Consocantal et Valsipam
- Promouvoir la diversification et la maîtrise du produit de A à Z par le producteur, aider l'installation de nouveaux producteurs, développer leurs débouchés

Prévisionnel 2025

Actions de promotion du réseau

❖ Réalisation d'un guide de promotion des activités de Bienvenue à la ferme pour l'année 2025

Nouveau guide papier édité à 8 000 exemplaires

- Conception, impression du guide

3 528 € TTC

- Conception, impression d'une carte des adhérents pour les magasins/fermes

118,80 € TTC

❖ **Objets pour la promotion du réseau**

Différents supports : sacs, ballons, crayons de couleurs, tabliers pour la promotion du réseau dans toutes les manifestations possibles

Total 500 € TTC

❖ **Journées portes ouvertes à la ferme**

Promotion des activités de saison développées chez les adhérents de Bienvenue à la ferme : portes ouvertes sur les fermes, marchés et casse-croûte à la ferme. Mise en place de la promotion. Cette opération permet de faire découvrir le réseau et ses producteurs aux touristes mais aussi aux locaux.

- Création de flyers, affiches, communiqué de presse, animations, concerts...

Total 2 000 € TTC

❖ **Evènement pique-nique fermier**

Mise en avant du réseau et de la valeur « produit fermier » : sensibiliser le public à la valeur « produit local et fermier » en partenariat avec le Centre Social Héлитas

- Dégustation de produits fermiers, vente, animation et informations sur le réseau Bienvenue à la Ferme

Total 1 000 € TTC

❖ **Promotion du réseau sur des événements hors Cantal**

Il est important pour les membres du réseau de se faire connaître hors du département, ainsi sollicités par différents organismes.

- **Week end Bienvenue à la ferme Avignon** (fin novembre) : WE organisée par la Chambre d'agriculture du Vaucluse pour la promotion du réseau et des producteurs adhérents (promotion des produits : salers tradition, charcuterie fermière, miel, escargots et des différentes activités du réseau et du département).

TOTAL 1 000 € TTC

- **Salon Origine Auvergne** (Puy-de-Dôme) : Dégustation de produits fermiers, vente et informations sur le réseau Bienvenue à la Ferme

TOTAL 800 € TTC

❖ **Développer la vente directe producteurs sur le Nord Cantal**

Projet de création d'un Drive à Mauriac : appui sur la communication (panneau parking, bache-enseigne, flyers, affiches, encarts presse locale

TOTAL 2 500 € TTC

❖ Budget prévisionnel

• Guide de promotion des activités	3 528,00 €
• Carte des adhérents pour les magasins/fermes	118,80 €
• Objets pour la promotion du réseau	500,00 €
• Journées portes ouvertes à la ferme	2 000,00 €
• Pique-nique fermier	1 000,00 €
• Promotion hors département	1 000,00 €
• Salon Origine Auvergne	800,00 €
• Appui à la communication nouveau Drive fermier Mauriac	2 500,00 €
TOTAL PREVISIONNEL	11 446,80 € TTC

❖ Plan de financement :

• Conseil départemental du Cantal	5 000,00 €
• Autofinancement (association Bienvenue à la ferme)	6 446,80 €
TOTAL	11 446,80 € TTC

L'association Bienvenue à la ferme dans le Cantal n'est pas assujettie à la TVA



LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-5

Convention de partenariat relative à l'opération « Opéra d'été » 2025 dans le Cantal

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Céline CHARRIAUD et Jean-Jacques MONLOUBOU ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en œuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

Vu la délibération n°24CD06-21 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

- **VALIDE** la convention de partenariat avec Saint-Flour Communauté, le Syndicat Mixte du lac Garabit-Grandval, la Commune de Chaliers et l'Opéra National de Paris pour la projection du ballet "La Fille du régiment" le 19 juillet 2025 au Domaine de Laval à Chaliers fixant notamment le montant de la participation financière du Département à 3 619 €. Le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **VALIDE** la convention de partenariat avec la Communauté de communes du Pays de Salers, l'Opéra National de Paris et Monsieur le Marquis Robert de LEOTOING pour la projection du ballet "La Fille mal gardée" le 13 août 2025 au Château d'Anjony à Tournemire fixant notamment le montant de la participation financière du Département à 3 482 €. Le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 011 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIF À LA PROJECTION DE L'OPERA « LA FILLE DU REGIMENT » DANS LE CANTAL

Entre les soussignés :

Le Département du Cantal, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, dûment habilité à cet effet par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 avril 2024, dont le siège est au 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac.

et

Saint-Flour Communauté représentée par Madame Céline CHARRIAUD, Présidente de la Communauté de communes, dont le siège est au Village d'Entreprises, ZA du Rozier-Coren, 15100 Saint-Flour,

et

Syndicat mixte du lac de Garabit-Grandval représenté par Monsieur Jean-Jacques MONLOUBOU Président,

et

Commune de Chaliers représentée par Madame Bernadette RESCHE, Maire,

d'une part,

L'OPERA NATIONAL DE PARIS

Établissement public industriel et commercial, dont le siège est à PARIS, 75012, 120, rue de Lyon, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 784 396 079, représenté par son Directeur général, Monsieur Alexander NEEF, domicilié audit siège, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes,

d'autre part,

ci-après dénommés ensemble « les Parties » et individuellement « la Partie » ;

PREAMBULE

L'Opéra national de Paris a initié une opération intitulée « Opéra d'été » destinée à décentraliser et démocratiser l'accès à l'opéra sur des lieux de villégiature.

Dans le cadre de cette opération, l'Opéra national de Paris, le Département du Cantal, la communauté de communes Saint-Flour communauté, le Syndicat mixte du lac de Garabit-Grandval et la Commune de Chaliers ont souhaité présenter au Domaine de Laval, le samedi 19 juillet 2025, une projection gratuite de l'opéra « **La Fille du régiment** » mise en scène de Laurent Pelly.

Dans ces conditions, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article I – Objet :

La présente convention a pour objet de définir les obligations de chacune des Parties dans le cadre de la projection au domaine de Laval de la captation de l'opéra « **La Fille du régiment** », ci-après désignée l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE, dont les caractéristiques sont les suivantes :

LA FILLE DU RÉGIMENT

Opéra en deux actes

ÉQUIPE ARTISTIQUE :

Compositeur	Gaetano Donizetti
Livret	Jules-Henri Vernoy de Saint-Georges et Jean-François Bayard
Nouveaux dialogues	Agathe Mélinand
Mise en Scène et costumes	Laurent Pelly
Décors	Chantal Thomas
Lumières	Joël Adam
Chorégraphie	Laura Scozzi

DISTRIBUTION :

Marie	Julie Fuchs
Tonio	Lawrence Brownlee
Sulpice	Lionel Lhote
La Marquise de Berkenfield	Susan Graham
Hortensius	Florent Mbia
La Duchesse de Crakentorp	Felicity Lott
Un paysan	Cyrille Lovighi
Le Caporal	Mikhail Silantev

Direction Musicale	Evelino Pidò
Cheffe Des Chœurs	Ching-Lien Wu
Orchestre et Chœurs de l'Opéra national de Paris	

RÉALISATION :

Une production Opéra national de Paris, avec le soutien de la Fondation Orange, mécène des retransmissions audiovisuelles de l'Opéra national de Paris et du Cercle POP, mécène des projets audiovisuels et numériques.

Réalisateur	Mathilde Jobbe-Duval
Durée	2 heures 14 minutes
Dates de tournage	Représentations le 4 et le 6 novembre 2024
Lieu de tournage	Opéra national de Paris / Opéra Bastille

© OPERA NATIONAL DE PARIS- 2024

La retransmission de « **La Fille du régiment** » le samedi 19 juillet 2025 commencera à 21h00, l'accueil du public se fera à partir de 20h30.

Article II – Obligations de l'Opéra national de Paris

a – Cession des droits sur les projections

a) En sa qualité de producteur et distributeur de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE, l'Opéra national de Paris met à disposition à titre gratuit la vidéo **au format DCP**, et sur DVD Blu-Ray pour secours de diffusion le cas échéant, de la captation de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE. Il assume la responsabilité artistique de l'enregistrement, et autorise sa diffusion le 19 juillet 2025.

b) L'Opéra national de Paris garantit avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires en terme de droits d'auteur, droits voisins et droits à l'image nécessaires à la projection gratuite au domaine de Laval et garantit le Conseil départemental contre tout recours à cet égard.

2 – Apports techniques

a) L'Opéra national de Paris, à l'initiative du projet, mettra à disposition gratuitement l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE, libre de droits au moins 10 jours avant la diffusion, **sous forme de DCP** pour la diffusion et DVD Blu-Ray en secours.

b) L'Opéra national de Paris fournira au Conseil départemental du Cantal tous les éléments de base nécessaires à la communication de l'événement à la charge du Conseil départemental du Cantal (photos, textes).

Article III – Obligations du Conseil départemental et de la Communauté de communes

1 – Soutien technique et financier

Le Conseil départemental du Cantal prendra à sa charge l'ensemble de l'organisation de la soirée du **samedi 19 juillet 2025**, et en particulier la mise en place de l'ensemble du matériel de projection et de diffusion dans le respect des dispositions du cahier des charges, ainsi que les coûts afférents (diffusion du son en 5.1 et de l'image en haute définition) pour un coût total de 3 619 €.

Le Conseil départemental du Cantal respectera le cahier des charges de la prestation technique préalablement établi par l'Opéra national de Paris annexé aux présentes (annexe 1).

L'Opéra national de Paris pourra vérifier la qualité acoustique et vidéo de la projection définie dans le cahier des charges et demander au Conseil départemental du Cantal, le cas échéant, de s'y conformer.

La Communauté de communes Saint-Flour communauté assumera l'accueil et la sécurité du public, en mettant à disposition le personnel nécessaire.

La Communauté de communes Saint-Flour communauté organise et finance le repas du soir des techniciens chargés de la projection soit 4 repas à prévoir.

Pendant l'occupation du lieu, la Communauté de communes Saint-Flour communauté s'engage à maintenir la propreté du site et à se soumettre à toutes les consignes en matière de sécurité que lui communique la direction du lieu choisi.

Il est entendu entre les Parties qu'au regard des règles liées aux établissements recevant du public, les lieux peuvent accueillir jusqu'à 250 personnes assises. Ce nombre de personnes constitue la jauge maximale que Le Conseil départemental du Cantal et la Commune de Chaliers s'engagent à faire respecter.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à restituer à l'Opéra national de Paris l'ensemble du matériel audiovisuel dans un délai de 30 jours après la projection et s'engage à ne faire aucune copie

des éléments audiovisuels qui lui ont été confiés et ne procéder à aucune autre exploitation que celle objet des présentes.

2 – Apports en communication

Le Conseil départemental du Cantal contribue à la promotion de la retransmission de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE par ses supports habituels de communication (site internet, magazine, panneaux lumineux, newsletter, programmes...) mais également par une campagne d'affichage et de flyers promotionnels largement diffusés sur les lieux d'accueil du public et de vacanciers.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à faire apparaître sur tous ses supports de communication distribués et affichés en amont et le jour de la manifestation, le logo de l'Opéra national de Paris et de l'opération Opéra d'été ainsi que ceux des mécènes et partenaires listés par l'Opéra.

Le Conseil départemental du Cantal fournira à la Commune de Chaliers, les supports de communication pour une distribution locale. L'ensemble de ces supports devra être envoyé à l'Opéra national de Paris pour validation préalable. Les partenaires médias choisis par l'organisateur pour la manifestation devront faire l'objet d'un accord de l'Opéra national de Paris, qui sera partie prenante dans le contrat passé entre l'organisateur et chaque média.

3 – Billetterie

La retransmission de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE est accessible et gratuite pour tous.

Un système de billetterie sera néanmoins mis en place par la Commune de Chaliers afin de pouvoir contrôler le nombre d'entrées non numérotées.

Article IV – Responsabilité et assurances

Les Parties sont tenues d'assurer, contre tous les risques, tous les objets leur appartenant et certifient avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité civile et celle de leur personnel contre tous les dommages qu'elles sont susceptibles de causer à tout tiers et notamment aux spectateurs pour ce qui relève de leurs obligations.

Article V – Annulation

La présente convention se trouve suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Le défaut ou le retrait des droits de propriété intellectuelle à la date d'exécution de la présente convention entraîne sa résiliation de plein droit.

Toute annulation du fait de l'une des Parties entraîne pour la Partie défaillante l'obligation de verser aux autres une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par ces dernières, sur présentation des justificatifs correspondants, sans que celles-ci puissent prétendre à un quelconque dédommagement complémentaire.

Article VI – Attribution de compétence

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les Parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents de Paris.

Fait à Aurillac, en cinq exemplaires originaux, le

Pour le Département du Cantal
Le Président,

Saint-Flour Communauté
La Présidente

Pour l'Opéra national de Paris
Le Directeur général

Bruno FAURE

Céline CHARRIAUD

Alexander NEEF

La Commune de Chaliers
La Maire

Syndicat mixte du lac de Garabit-
Grandval
Le Président,

Bernadette RESCHE

Jean-Jacques MONLOUBOU

ANNEXE I

Projet de diffusions sur grand écran, hors cinéma, d'Opéras et de Ballets de l'Opéra national de Paris

CAHIER DES CHARGES

Les lieux de diffusion devront avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'Opéra national de Paris. L'organisateur de la manifestation prendra à sa charge l'ensemble de l'organisation, en ce y compris les installations requises pour accueillir du public, les équipements nécessaires à la diffusion du son et de l'image en HD et 5.1, le gardiennage, la fourniture d'énergie, ainsi que le coût et le transport de la bande vidéo fournie par l'Opéra de Paris. La manifestation devra être en accès gratuit pour le public.

Une convention entre l'organisateur de la manifestation et l'Opéra national de Paris devra être signée entre les parties.

I) SON

Étant donné la qualité acoustique des programmes, il est nécessaire d'effectuer la diffusion du son en **5.1** et non pas en 3.1. Cette diffusion **5.1** devra donc être suffisamment dimensionnée en fonction de la jauge et du lieu et de l'environnement sonore.

Il faudra également prévoir un micro HF (type SHURE SM58) permettant de sonoriser un éventuel orateur. Un ordinateur portable pourra si besoin être la source de diffusion d'éventuels messages audio.

II) IMAGE

Diffusion en Haute Définition. La taille de l'écran devra être adaptée en fonction de la jauge (minimum 100 personnes) et du lieu de la manifestation.

Matériel nécessaire :

- Soit un écran gonflable extérieur pour une projection HD 16/9^{ème}
- Soit un écran bâche classique pour diffusion HD 16/9^{ème}
- Soit un écran LED HD (si diffusion de jour) de base suffisante : écran sur camion ou à monter, avec respect des distances en fonction du nombre de leds et de la taille de l'écran ...
- Ordinateur portable
- Lecteur numérique 2K / 4K + lecteur secours Blu-Ray

III) PROMOTION/PUBLICITÉ/PARTENARIATS

Présence des mécènes de l'Opéra national de Paris sur tous les supports de communication distribués et affichés en amont et le jour de la manifestation.

L'ensemble de ces supports devra être envoyé à l'Opéra de Paris pour validation préalable.

Les partenaires médias choisis par l'organisateur pour la manifestation, quel que soit le support de diffusion linéaire ou non linéaire, devront faire l'objet d'un accord de l'Opéra de Paris, qui sera partie prenante dans le contrat passé entre l'organisateur et chaque média.

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIF À LA PROJECTION DU BALLET « LA FILLE MAL GARDÉE » DANS LE CANTAL

Entre les soussignés :

Le Département du Cantal, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, dûment habilité à cet effet par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 mai 2025, dont le siège est au 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac,

et

La Communauté de communes du Pays de Salers, représentée par Monsieur M. Louis CHAMBON, Président de la Communauté de communes, dont le siège est Place du Château, 15140 Salers,

d'une part,

L'OPERA NATIONAL DE PARIS

Établissement public industriel et commercial, dont le siège est à PARIS, 75012, 120, rue de Lyon, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 784 396 079, représenté par son Directeur général, Monsieur Alexander NEEF, domicilié audit siège, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes,

d'autre part,

ci-après dénommés ensemble « les Parties » et individuellement « la Partie » ;

et en présence de

Monsieur le Marquis Robert de LÉOTOING, propriétaire du lieu d'accueil,

PREAMBULE

L'Opéra national de Paris a initié une opération intitulée « Opéra d'été » destinée à décentraliser et démocratiser l'accès à l'opéra sur des lieux de villégiature.

Dans le cadre de cette opération, l'Opéra national de Paris, le Département du Cantal, la communauté de communes du Pays de Salers et Monsieur Robert de Léotoing ont souhaité présenter au Château d'Anjony, le mercredi 13 août 2025, une projection gratuite du ballet « **La Fille Mal gardée** » chorégraphie de Frederick Ashton.

Dans ce cadre, Monsieur Robert de Léotoing accepte de mettre à la disposition de l'événement la cour du château d'Anjony à Tournemire. Il accepte également d'accueillir à titre gracieux dans sa propriété les techniciens, le public de la soirée et le matériel nécessaire (écran, matériel de projection et d'éclairage, table de mixage).

Dans ces conditions, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article I - Objet :

La présente convention a pour objet de définir les obligations de chacune des Parties dans le cadre de la projection au sein du Château d'Anjony de la captation du ballet « **La Fille Mal gardée** », ci-après désignée l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE, dont les caractéristiques sont les suivantes :

LA FILLE MAL GARDÉE

Ballet en deux actes

ÉQUIPE ARTISTIQUE :

Chorégraphie	Frederick Ashton
D'après	Jean Dauberval
Reprise supervisée par	Jean-Pierre Gasquet
Musique	Louis-Joseph-Ferdinand Hérold
Arrangements	John Lanchbery
Décors et Costumes	Osbert Lancaster
Lumières	Jean-Pierre Gasquet et Pascal Neniez

DISTRIBUTION :

Lise	Léonore Baulac, <i>Danseuse Etoile</i>
Colas	Guillaume Diop, <i>Danseur Etoile</i>
La mère Simone	Simon Valastro, <i>Danseur Invité</i>
Alain	Antoine Kirscher, <i>Premier Danseur</i>

Les Premières Danseuses, les Premiers Danseurs et le Corps de Ballet de l'Opéra national de Paris
Avec la participation des élèves de l'École de Danse

Direction musicale Philip Ellis
Orchestre de l'Opéra national de Paris

RÉALISATION :

Une coproduction Opéra national de Paris et Telmondis, avec le soutien de la Fondation Orange, mécène des retransmissions audiovisuelles de l'Opéra national de Paris et du Cercle POP mécène des projets audiovisuels et numériques.

Réalisateur	Louise NARBONI
Durée	1 heure 45 minutes
Dates de tournage	Représentations le 18 et 21 mars 2024
Lieu de tournage	Opéra national de Paris / Palais Garnier

© OPERA NATIONAL DE PARIS - TELMONDIS- 2024

La retransmission de « **La Fille Mal gardée** » le mercredi 13 août 2025 commencera à 21h00, l'accueil du public se fera à partir de 20h30.

Article II – Obligations de l'Opéra national de Paris

a – Cession des droits sur les projections

a) En sa qualité de producteur et distributeur de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE, l'Opéra national de Paris met à disposition à titre gratuit la vidéo **au format DCP**, et sur DVD Blu-Ray pour secours de diffusion le cas échéant, de la captation de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE. Il assume la responsabilité artistique de l'enregistrement, et autorise sa diffusion le 19 juillet 2025.

b) L'Opéra national de Paris garantit avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires en terme de droits d'auteur, droits voisins et droits à l'image nécessaires à la projection gratuite dans le Château d'Anjony et garantit le Conseil départemental contre tout recours à cet égard.

2 – Apports techniques

a) L'Opéra national de Paris, à l'initiative du projet, mettra à disposition gratuitement l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE, libre de droits au moins 10 jours avant la diffusion, **sous forme de DCP** pour la diffusion et DVD Blu-Ray en secours.

b) L'Opéra national de Paris fournira au Conseil départemental du Cantal tous les éléments de base nécessaires à la communication de l'événement à la charge du Conseil départemental du Cantal (photos, textes).

Article III – Obligations du Conseil départemental et de la Communauté de communes

1 – Soutien technique et financier

Le Conseil départemental du Cantal prendra à sa charge l'ensemble de l'organisation de la soirée du mercredi 13 août 2025, et en particulier la mise en place de l'ensemble du matériel de projection et de diffusion dans le respect des dispositions du cahier des charges, ainsi que les coûts afférents (diffusion du son en 5.1 et de l'image en haute définition) pour un coût total de 3 482 €.

Le Conseil départemental du Cantal respectera le cahier des charges de la prestation technique préalablement établi par l'Opéra national de Paris annexé aux présentes (annexe 1).

L'Opéra national de Paris pourra vérifier la qualité acoustique et vidéo de la projection définie dans le cahier des charges et demander au Conseil départemental du Cantal, le cas échéant, de s'y conformer.

La Communauté de communes du Pays de Salers assumera l'accueil et la sécurité du public, en mettant à disposition le personnel et les chaises nécessaires.

La Communauté de communes du Pays de Salers organise et finance le repas du soir des techniciens chargés de la projection soit 4 repas à prévoir.

Pendant l'occupation du lieu, la Communauté de communes du Pays de Salers s'engage à maintenir la propreté du site et à se soumettre à toutes les consignes en matière de sécurité que lui communique la direction du lieu choisi.

Il est entendu entre les Parties qu'au regard des règles liées aux établissements recevant du public, les lieux peuvent accueillir jusqu'à 250 personnes assises. Ce nombre de personnes constitue la jauge maximale que Le Conseil départemental du Cantal et la communauté de communes du Pays de Salers s'engagent à faire respecter.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à restituer à l'Opéra national de Paris l'ensemble du matériel audiovisuel dans un délai de 30 jours après la projection et s'engage à ne faire aucune copie

des éléments audiovisuels qui lui ont été confiés et ne procéder à aucune autre exploitation que celle objet des présentes.

2 – Apports en communication

Le Conseil départemental du Cantal contribue à la promotion de la retransmission de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE par ses supports habituels de communication (site internet, magazine, newsletter, programmes...) mais également par une campagne d'affichage et de flyers promotionnels largement diffusés sur les lieux d'accueil du public et de vacanciers.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à faire apparaître sur tous ses supports de communication distribués et affichés en amont et le jour de la manifestation, le logo de l'Opéra national de Paris et de l'opération Opéra d'été ainsi que ceux des mécènes et partenaires listés par l'Opéra.

Le Conseil départemental du Cantal fournira à la communauté de communes du Pays de Salers, les supports de communication pour une distribution locale. L'ensemble de ces supports devra être envoyé à l'Opéra national de Paris pour validation préalable. Les partenaires médias choisis par l'organisateur pour la manifestation devront faire l'objet d'un accord de l'Opéra national de Paris, qui sera partie prenante dans le contrat passé entre l'organisateur et chaque média.

3 – Billetterie

La retransmission de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE est accessible et gratuite pour tous.

Un système de billetterie sera néanmoins mis en place par la Communauté de Communes du Pays de Salers afin de pouvoir contrôler le nombre d'entrées non numérotées.

Article IV – Responsabilité et assurances

Les Parties sont tenues d'assurer, contre tous les risques, tous les objets leur appartenant et certifient avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité civile et celle de leur personnel contre tous les dommages qu'elles sont susceptibles de causer à tout tiers et notamment aux spectateurs pour ce qui relève de leurs obligations.

Article V – Annulation

La présente convention se trouve suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Le défaut ou le retrait des droits de propriété intellectuelle à la date d'exécution de la présente convention entraîne sa résiliation de plein droit.

Toute annulation du fait de l'une des Parties entraîne pour la Partie défaillante l'obligation de verser aux autres une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par ces dernières, sur présentation des justificatifs correspondants, sans que celles-ci puissent prétendre à un quelconque dédommagement complémentaire.

Article VI – Attribution de compétence

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les Parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents de Paris.

Fait à Aurillac, en quatre exemplaires originaux, le

Pour le Département du Cantal
Le Président,

Pour la communauté de
Communes du Pays de
Salers
Le Président

Pour l'Opéra national de Paris
Le Directeur général

Bruno FAURE

Louis CHAMBON

Alexander NEEF

En présence du Propriétaire du lieu
d'accueil

Robert DE LÉOTOING

ANNEXE I

Projet de diffusions sur grand écran, hors cinéma, d'Opéras et de Ballets de l'Opéra national de Paris

CAHIER DES CHARGES

Les lieux de diffusion devront avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'Opéra national de Paris. L'organisateur de la manifestation prendra à sa charge l'ensemble de l'organisation, en ce y compris les installations requises pour accueillir du public, les équipements nécessaires à la diffusion du son et de l'image en HD et 5.1, le gardiennage, la fourniture d'énergie, ainsi que le coût et le transport de la bande vidéo fournie par l'Opéra de Paris. La manifestation devra être en accès gratuit pour le public.

Une convention entre l'organisateur de la manifestation et l'Opéra national de Paris devra être signée entre les parties.

I) SON

Étant donné la qualité acoustique des programmes, il est nécessaire d'effectuer la diffusion du son en **5.1** et non pas en 3.1. Cette diffusion **5.1** devra donc être suffisamment dimensionnée en fonction de la jauge et du lieu et de l'environnement sonore.

Il faudra également prévoir un micro HF (type SHURE SM58) permettant de sonoriser un éventuel orateur. Un ordinateur portable pourra si besoin être la source de diffusion d'éventuels messages audio.

II) IMAGE

Diffusion en Haute Définition. La taille de l'écran devra être adaptée en fonction de la jauge (minimum 100 personnes) et du lieu de la manifestation.

Matériel nécessaire :

- Soit un écran gonflable extérieur pour une projection HD 16/9^{ème}
- Soit un écran bâche classique pour diffusion HD 16/9^{ème}
- Soit un écran LED HD (si diffusion de jour) de base suffisante : écran sur camion ou à monter, avec respect des distances en fonction du nombre de leds et de la taille de l'écran ...
- Ordinateur portable
- Lecteur numérique 2K / 4K + lecteur secours Blu-Ray

III) PROMOTION/PUBLICITÉ/PARTENARIATS

Présence des mécènes de l'Opéra national de Paris sur tous les supports de communication distribués et affichés en amont et le jour de la manifestation.

L'ensemble de ces supports devra être envoyé à l'Opéra de Paris pour validation préalable.

Les partenaires médias choisis par l'organisateur pour la manifestation, quel que soit le support de diffusion linéaire ou non linéaire, devront faire l'objet d'un accord de l'Opéra de Paris, qui sera partie prenante dans le contrat passé entre l'organisateur et chaque média.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-6

Convention de partenariat avec la Fédération des Associations Laïques du Cantal pour 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

- **ARRETE** la contribution financière du Conseil départemental à 6 000 € pour l'année 2025 en faveur de la FAL, au titre des crédits de communication ;

- **ADOpte** la convention de partenariat entre le Conseil départemental et la FAL au titre de la télévision de proximité par Internet intitulée « couleurdancal.tv » dont le projet est annexé à la présente délibération ;

- **Autorise** Monsieur le Président du conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 011 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

couleurcantal.tv

Télévision de proximité par Internet

Convention de partenariat

***Conseil départemental du Cantal
Fédération des Associations Laïques (FAL) du Cantal
2025***

Convention de partenariat

entre :

le Conseil départemental du Cantal
représenté par son Président M. Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération de la
Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23 mai 2025
Hôtel du Département
28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX

et :

la Fédération des Associations Laiques (FAL) du Cantal
représentée par son Président M. Alain CALMETTE
Centre laïque Antonin Lac
15012 Aurillac CEDEX

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 / objet de la convention

Le Conseil départemental du Cantal et la Fédération des Associations Laïques du Cantal (ci-après désignée par l'acronyme FAL) conviennent de s'engager dans une action commune visant à promouvoir par l'image les événements, actions et projets du territoire à travers la diffusion des programmes de **couleurcantal.tv**, télévision de proximité par Internet éditée et réalisée par la FAL du Cantal.

Article 2 / nature et contenus des programmes

Les programmes réalisés dans le cadre de la présente convention prendront principalement la forme de reportages vidéos de type magazine et de durées variables (de 1 à 5 minutes environ). Ils pourront occasionnellement, à la demande du Conseil départemental du Cantal, prendre une autre forme (clip de présentation, modules courts pour diffusion sur les réseaux sociaux, etc.)

Pour chacun des programmes réalisés, le Président et/ou un(e) élu(e) du Conseil départemental du Cantal et/ou les personnels concernés seront invité(e)s à s'exprimer sur le thème abordé dans le reportage réalisé.

Sauf cas particulier et/ou nécessité liée au sujet traité, le temps de tournage pour la réalisation d'un programme ne devra pas excéder deux demi-journées, et le temps de montage deux demi-journées également, soit quatre demi-journées au total. Dans le cas contraire, le temps de travail supplémentaire sera décompté comme partie d'un nouveau programme réalisé.

Article 3 / responsabilités des parties

Le Conseil départemental du Cantal dispose de la responsabilité éditoriale des programmes réalisés dans le cadre de la présente convention. Il détermine les sujets à traiter, en fixe le calendrier au moins à chaque début de trimestre pour le trimestre à venir et sollicite la FAL à intervalle régulier.

Le Conseil départemental du Cantal désigne le Directeur de Cabinet et la Cheffe de Cabinet comme interlocuteurs afin de solliciter la FAL pour les reportages à réaliser et pour procéder à leur validation.

La FAL du Cantal assure la responsabilité rédactionnelle, l'organisation matérielle, la réalisation (tournage et montage) et la mise à disposition des programmes réalisés auprès du Cabinet du Conseil départemental du Cantal.

Article 4 / modalités de diffusion

La diffusion des programmes réalisés par la FAL sera assurée principalement via Internet aux adresses :

- www.cantal.fr,
- www.couleurcantal.tv,
- www.facebook.com/cantalauvergne,
- www.facebook.com/webtv.couleurcantal,
- et sur tout autre support à la demande du Conseil départemental du Cantal <https://www.facebook.com/cantalauvergne>.

où ils seront librement et gratuitement accessibles au grand public pour visionnement (*streaming*).

Aucun programme ne pourra être diffusé par la FAL avant validation et/ou mise en ligne par les services du Conseil départemental du Cantal sur ses propres supports.

Article 5 / obligations des parties

La FAL du Cantal s'engage à consacrer vingt (20) demi-journées à la réalisation d'actions de communication au profit du Conseil départemental du Cantal.

Ces vingt demi-journées pourront être consacrées à :

- la réalisation de reportages portant sur l'actualité des événements, actions ou projets du territoire départemental et correspondant aux critères définis à l'article 2 de la présente convention ;
- la réalisation à l'issue de chaque séance publique de l'Assemblée départementale d'un sujet court avec interview du Président et/ou d'élus désignés par le Cabinet portant sur les enjeux de la séance et les décisions prises ;
- l'appui technique à la diffusion en direct des séances publiques du Conseil départemental du Cantal (streaming) et à leur rediffusion.

La FAL du Cantal s'engage par ailleurs à :

- assurer la mise en ligne de ces programmes sur ses propres supports (page Facebook Couleur Cantal et site Internet Couleur Cantal) ;
- permettre au Conseil départemental du Cantal d'utiliser gratuitement les programmes réalisés sur tout support de diffusion jugés utiles par lui : site Internet, réseaux sociaux, diffusions publiques, etc.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à verser à la FAL la somme de 6 000 € pour l'année 2025 correspondant à vingt (20) demi-journées. Ce nombre pourra être révisé à la hausse ou à la baisse à tout moment à la demande du Conseil départemental du Cantal. Dans ce cas, une régularisation sera opérée en fin de convention et la somme facturée correspondra au nombre de demi-journées réellement réalisées au 31 décembre 2025. Le coût d'une demi-journée est de 250 €.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage par ailleurs à :

- faciliter par tous les moyens à sa disposition (information, documentation, contacts, accès, etc.) la réalisation des programmes précédemment définis ;
- assurer la mise en ligne de ces programmes sur ses propres supports.

Article 6 / durée de la convention :

La présente convention est établie pour l'année 2025.

Fait en deux exemplaires à Aurillac le

***pour le Conseil départemental du Cantal
Le Président***

***pour la FAL du Cantal
Le Président***

Bruno FAURE

Alain CALMETTE

Contact :
Couleur Cantal
FAL du Cantal
Paul Dufour
Chef de projet
contact@couleurcantal.tv
06 82 18 21 79

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-7

Convention pour la participation à la production du film moyen-métrage « Les Égarés » par l'association LEOMEDIAS PRODUCTIONS

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu le Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) N°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au Journal officiel de l'Union Européenne le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre Ier et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles et à la Communication C332/01 de la Commission européenne publiée au Journal officiel de l'Union Européenne le 15 novembre 2013, dite « Communication cinéma » ;

Considérant que la réalisation d'un film sur le territoire cantalien participe à la valorisation et à la promotion du département ;

Considérant l'intervention du Conseil départemental en soutien aux actions mettant en valeur notre territoire, notamment en matière culturelle ;

- **VALIDE** la participation du Conseil départemental à la production du film à hauteur de 4 000 €.

- **VALIDE** la convention avec l'association LEOMEDIAS PRODUCTIONS pour la production du film moyen-métrage "Les Egarés" déterminant les conditions et les modalités de la participation du Conseil départemental dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR LA PRODUCTION D'UN MOYEN-METRAGE « LES ÉGARÉS »

ENTRE

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL**, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, en exécution de la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du _____,

Ci-après désigné « **le Département** »

ET

L'**Association LEOMEDIAS PRODUCTIONS**, immatriculée au RNA sous le numéro W151007719, dont le siège social est situé 27 rue Félix Ramond 15130 ARPAJON-SUR-CERE et représentée par Monsieur Léo PONS, en sa qualité de Président,

Ci-après désigné « **l'Association** ».

Le Département et l'Association sont ci-après ensemble dénommées les « **Parties** ».

PREAMBULE

L'Association va réaliser dans le département du Cantal un moyen-métrage « LES ÉGARÉS » de Léo PONS.

Conscient de la visibilité apportée, le Département a décidé d'apporter son concours financier.

CECI EXPOSE, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'Association projette de réaliser du 20 au 27 octobre 2025, dans le département du Cantal et en particulier à Salers, Le Falgoux et Le Vaulmier, le tournage d'un film de 30 minutes.

Dans le cadre de sa politique de soutien aux initiatives audiovisuelles et cinématographiques qui valorisent le territoire cantalien et participent à son développement culturel, le Conseil départemental souhaite apporter son accompagnement financier à cette Association par le versement d'une subvention.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités du partenariat entre les Parties pour la production du moyen-métrage.

Elle précise les conditions d'attribution de la subvention par le Département dans le cadre du tournage.

La convention fixe le cadre général de la prise en charge et les engagements réciproques des Parties.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 Engagements de l'Association

Au titre de la présente convention, il est convenu que l'Association s'engage à :

- réaliser du 20 au 27 octobre 2025, dans le département du Cantal et en particulier à Salers, Le Falgoux et Le Vaulmier, le tournage d'un film de 30 minutes,
- projeter le film dans des cinémas du département du Cantal, avec une avant-première à Aurillac et une avant-première à Paris pour les Auvergnats de Paris,
- projeter le film dans des festivals et salles de projection,
- diffuser le film sur des services de vidéo à la demande (Amazon Prime Video, Youtube),
- faire appel, sur place, à toutes les ressources économiques, matérielles et humaines du département du Cantal nécessaires à la réalisation de ce moyen-métrage, ceci afin de créer durant le tournage de l'activité économique induite,
- véhiculer au travers de ses plans de tournage, du décor, éventuellement des propos des personnages une image positive du Cantal,
- citation au générique de fin du film dans le cadre des remerciements le Conseil départemental du Cantal pour son soutien financier.

L'Association certifie par la présente être à jour de ses obligations sociales et fiscales. Elle déclare également qu'aucun plan social n'est en cours, qu'elle n'est pas en état de cessation de paiement, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et n'a pas sollicité l'ouverture d'une procédure de règlement de conciliation, telle que prévue aux articles L611-4 et suivants du code de commerce.

L'Association s'engage à utiliser la subvention accordée exclusivement à la production du moyen-métrage.

2.2 Engagements du Département

Le Département s'engage à :

- verser à l'Association une subvention de 4 000 € au titre du soutien financier à la réalisation de ce moyen-métrage,
- accompagner la production dans sa démarche de promotion sachant qu'il ne participera pas à la mise en place opérationnelle du tournage.

En parallèle, le Département pourra relayer sur ses supports (presse, internet, réseaux sociaux, affichage) dans la limite des espaces disponibles dont il dispose et sous réserve de la validation de l'Association, les actions de communication conduites dans le cadre de la réalisation et de la promotion du moyen-métrage.

Il est convenu qu'en complément le Département facilitera la relation avec les titres média concernés par ses actions pour le relais à donner au partenariat et au lancement du moyen-métrage, dans la limite des usages connus de la Liberté de presse.

Le Département s'engage à ne pas faire d'exploitation commerciale de l'œuvre mais aussi à respecter la chronologie des médias.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Pour soutenir l'Association, le Département versera la somme de 4 000€ à l'Association à la signature des présentes.

ARTICLE 4 – GARANTIES

L'Association garantit le Département pour toutes les poursuites dont il pourrait éventuellement faire l'objet sur le fondement de la présente convention.

ARTICLE 5 – INFORMATION – COMMUNICATION

Au titre de la présente convention, l'Association s'engage à réaliser les actions de communication suivantes :

- Autoriser des journalistes locaux à venir sur le tournage du moyen-métrage,
- Autoriser le Département à réaliser des photos et vidéo du tournage pour la promotion du Cantal,
- Citer le Département et apposer le logo sur la page des partenaires,
- Informer que le moyen-métrage a été tourné dans le Cantal sur tous les supports de communication.

Les Parties conviennent de discuter ultérieurement de toute possibilité d'organiser une campagne de promotion croisée avec le Département ou de participer à une campagne mise en place par le Département.

ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature et s'achèvera à l'issue de la réalisation des engagements mentionnés à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée sans effet.

En outre, en cas de non- exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par l'Association, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

De convention expresse entre les Parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, seul compétent.

Fait en deux exemplaires originaux, pour chacune des Parties,
A Aurillac, le

Pour le Conseil départemental du Cantal
Le Président

Pour l'association LEOMEDIAS PRODUCTIONS
Le Président

Bruno FAURE

Léo PONS

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-8

Aménagement de la RD n°922 entre Loubejac et l'Hôpital - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour le remplacement d'une conduite d'alimentation en eau potable appartenant au Syndicat Intercommunal des Eaux de la Bertrande

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL,

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment l'article L.2422-5 ;

Vu la délibération du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Bertrande en date du 1^{er} avril 2025 n°DE_006_2025 validant le projet de convention et déléguant la maîtrise d'ouvrage des travaux de remplacement de la conduite AEP située dans l'emprise de la RD n°922 au Département ;

- **DECIDE** de prendre en considération les travaux de remplacement de la conduite adduction d'eau potable située dans l'emprise de la route départementale n°922, pour un montant de participation du Syndicat des eaux de la Bertrande estimé à 79 055 € HT soit 94 866 € TTC.

- **ACCEPTE** la délégation de Maîtrise d'ouvrage des travaux de la part du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Bertrande.

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage du Syndicat au Département, à titre gratuit, à conclure avec le Syndicat des Eaux de la Bertrande fixant les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

République Française
Département : CANTAL
Arrondissement : Mauriac
SAINT CHAMANT - SYNDICAT DES EAUX DE LA BERTRANDE

Séance du mardi 01 avril 2025

Délibération N° DE_006_2025

NOMBRE DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Votants
9	8	9
Date de la convocation : 18/03/2025		
Pour	Contre	Abstention
9	0	0
Résultat du vote : adoptée		

Le un avril deux mille vingt-cinq, à 20 heures 30, l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances (SALLE DU CONSEIL), sous la présidence de Eric LAFON.

Présents : Eric LAFON, Erik STEENE, Marc BENECH, Rémi FILIOL, Pierre LAFON, Joëlle LAROCHE, Pascal LOUVRADOUX, Marc FONTALIVE

Représentés : Philippe DRACON représenté par Eric LAFON

Absents et Excusés :

Conformément à l'article 2121-15 du CGCT, Erik STEENE est nommé(e) à l'unanimité secrétaire de séance.

Objet : RD 922 - AMENAGEMENT ENTRE LOUBEJAC ET L'HOPITAL - REMPLACEMENT DE LA CONDUITE AEP - CONVENTION
--

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que dans le cadre de la réfection de la voirie sur la RD 922 entre Loubéjac et l'Hopital, il convient de reprendre le réseau AEP présent dans cette zone.

Suite aux différents échanges entre le syndicat des eaux de la Bertrande et le CD15 et à la réunion de chantier du 27 novembre 2024, le CD 15 a proposé d'établir une convention de délégation de Maitrise d'ouvrage du Syndicat au Département, ci-jointe.

Le cout estimatif selon devis pour de la fonte d'uctant selon le tracé validé est de 79055.00 €,

Après en avoir délibéré, le conseil syndical

- **Valide** le projet de remplacement de la conduite et son coût estimatif de 79055.70 €

- **Délègue** au Département la maîtrise d'ouvrage des travaux

DE_006_2025

- **Valide** le projet de convention joint

- **Autorise** le Président du Syndicat des eaux de la Bertrande à signer la convention

Ainsi fait et délibéré, les jour mois et an que dessus.

Eric LAFON
Président de séance

Erik STEENE
Secrétaire de séance

DE_006_2025

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR

LE REMPLACEMENT D'UNE CONDUITE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE SITUÉE DANS
L'EMPRISE DE LA RD 922 (COMMUNES DE ST-CHAMANT ET ST-CIRGUES DE MALBERT)

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE LA BERTRANDE

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 922

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DU CANTAL**, sis Hôtel du Département – 28 Avenue Gambetta – 15015 Aurillac,
représenté par le Président du Conseil Départemental dûment autorisé par délibération de la
Commission Permanente en date,
ci-après dénommée « le délégataire »,

Et :

Le **SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE LA BERTRANDE**, sis 3 place Roger Rigaudière –
15 140 Saint-Chamant, représenté par son Président dûment autorisé par délibération du Conseil
Syndical en date du,
ci-après dénommée « le délégataire ».

Vu les dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à
ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée notamment les articles 3 et 5,
Vu les dispositions de l'article L. 2422-5 du Code de la Commande publique,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le syndicat intercommunal des eaux de la Bertrande donne délégation au Département du Cantal, qui
l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom, et pour son compte, la maîtrise d'ouvrage des
travaux de remplacement d'une partie de la conduite AEP (communes de Saint-Chamant et Saint-
Cirgues-de-Malbert), située dans l'emprise du domaine public départemental de la RD 922,
conformément à l'article L 2422-5 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées ci-
après.

Sur la base du projet technique joint en annexe, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. Préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
3. Versement de la rémunération des travaux,
4. Réception de l'ouvrage,

Et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations des parties

Le Département s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- D'assurer la maîtrise d'œuvre,
- De respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- De respecter les dispositions de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique,
- De respecter le code de la commande publique et les règles de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- D'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier,
- D'assurer la réalisation et le financement du remplacement de la conduite d'alimentation en eau potable selon le projet établi par la Mission d'Assistance à la Gestion des Eaux (MAGE) du Département pour une longueur indicative de 700 m.

Article 3 : Conditions financières

Comme cela avait été convenu entre les parties le Département a intégré les travaux de remplacement de la conduite AEP, selon le projet établi par la MAGE, dans son projet de modernisation de la RD 922 entre Loubéjac et L'Hôpital – PR 21 + 380 à 23 + 240.

A l'issue de l'appel d'offres que le Département a lancé, et au vu du montant des offres, le Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande, représenté par son Président a demandé au Département au cours de la réunion préparatoire du 27 Novembre 2024 de mettre en œuvre une canalisation en fonte ductile.

Ainsi le montant estimatif des travaux, établi sur la base du choix du Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande et du résultat de l'appel d'offres, est de 94 866 € TTC.

Le Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande remboursera au Département la totalité du coût des travaux mentionné ci-dessus. Ce remboursement tiendra compte des quantités réelles mises en œuvre et des prix du marché sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Toutefois, si le quantitatif des travaux de réalisation de la conduite d'AEP devait évoluer à la hausse du fait d'adaptations en cours de chantier, une validation du Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande est un préalable à toute réalisation et prise en charge.

Le Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande s'acquittera de sa participation, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le maître d'ouvrage délégué, après la remise des ouvrages prévue à l'article 7 de la présente convention.

Le Département ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article 4 : Conditions techniques

Le Département accorde de fait la permission de voirie pour le projet de remplacement de la conduite d'AEP réalisé par la MAGE.

La nouvelle conduite sera implantée conformément au plan ci-joint, établi par le maître d'œuvre du Département.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a reçu aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le délégant se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine du Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande. A ce titre, le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande, à chacune des réunions relatives à la réalisation du projet.

Le délégant pourra adresser ses observations au maître d'ouvrage délégué mais en aucun cas directement à la maîtrise d'œuvre et aux entreprises.

Le maître d'ouvrage délégué informera également le délégant de l'avancée des démarches administratives inhérentes au projet.

L'ensemble des informations seront communiquées par courriel et/ou par courrier.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande de la nouvelle conduite d'AEP et de ses ouvrages annexes réalisée sur le domaine public départemental et destinés à être incorporés dans le patrimoine du Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande.

Dès remise de l'ouvrage, le Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande est responsable de la maintenance, de l'entretien et du renouvellement ultérieur de la conduite d'AEP et de ses ouvrages annexes.

Article 8 : Responsabilité

Chacune des parties sera entièrement et exclusivement responsable, tant envers les autres collectivités qu'envers les tiers ou usagers, de tous les dommages qui pourraient résulter de la non-exécution ou de la mauvaise exécution des actions dont elle a la charge (cf. articles 2, 4, et 7).

Article 9 : Assurance

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle est susceptible d'encourir vis à vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant le déroulement de l'opération qu'après l'achèvement des travaux.

Article 10 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie au siège du Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande.

Article 11 : Conditions de résiliation

Dans le cas d'une défaillance d'une des parties à ses obligations et après mise en demeure infructueuse, elles pourront, à titre individuel, résilier la convention sans devoir aucune indemnité.

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause indépendante des parties à la convention, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Dans tous les cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet que trois mois après la notification de la décision de résiliation, résiliation transmise à l'autre partie par courrier envoyé par voie postale en recommandé avec accusé de réception.

Article 12 : Règlement des litiges

Le Syndicat Intercommunal des eaux de la Bertrande autorise le Département, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine du Syndicat.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

Article 13 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Syndicat Intercommunal
des Eaux de la Bertrande

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Eric LAFON

Bruno FAURE

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 23 MAI 2025**

DELIBERATION N°25CP05-9

**Route départementale n°34 - Aménagement de la traverse du bourg de Paulhenc -
Commune de Paulhenc**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traverse d'agglomérations ;

Vu la délibération de la Commune de Paulhenc en date du 21 mars 2025 faisant part de son intention d'aménager la RD 34 en traverse du bourg et sollicitant la délégation de la maîtrise d'ouvrage ;

- **DECIDE** de prendre en considération les travaux d'aménagement de la RD 34, en traverse du bourg de Paulhenc, Commune de Paulhenc, pour un montant de participation estimé à 181 324 € TTC.

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, à conclure avec la Commune de Paulhenc, fixant les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux, dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A TITRE GRATUIT POUR L'AMENAGEMENT DE LA RD34 EN TRAVERSE DU BOURG DE PAULHENC

COMMUNE DE PAULHENC

ROUTE DEPARTEMENTALE N°34

Entre :

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 23 mai 2025,

Et

La Commune de PAULHENC dont le siège est 21 rue du 19-Mars-1962 Le Bourg 15230 Paulhenc, représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 21 mars 2025,

Vu le code de la Commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n° 10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les nouvelles règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traversée d'agglomérations ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département donne délégation à la Commune de PAULHENC, qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom et pour son compte la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la RD34, en traversée du bourg de PAULHENC

Les principales caractéristiques de l'aménagement sont :

- longueur totale de l'aménagement : 740 m,
- largeur de la chaussée : variable sur la longueur du projet (fil d'eau/fil d'eau) avec adaptation des raccordements aux extrémités de l'aménagement,
- reprise de chaussée : 25 cm GNT 0/80 + 12 cm GNT 0/31⁵ + 7cm de Grave Bitume et 6 cm de BB0/10,
- la portance de l'arase devra avoir une performance minimale de 50 mPA (PF2) et de 80 mPA (PF2 qs) minimum pour la plateforme.

Sur la base du projet technique, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,

3. préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
4. versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
5. réception de l'ouvrage,

et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations de La Commune

La Commune s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Département, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- de recourir à une maîtrise d'œuvre et d'en assurer son financement,
- de respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- de respecter le code de la commande publique et les règles de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- d'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier.

Le Département ne pourra s'engager à participer à l'opération, pour les travaux ci-après, que sous réserve de son inscription au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération :

- pose de caniveaux (financement sur la base de caniveaux béton),
- réfection de la chaussée.

Article 3 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc....) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de la participation du maître d'ouvrage déléguant le cas échéant.

Article 4 : Conditions financières

L'inscription de cette opération, au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération n'étant pas réalisée à ce jour, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à la charge du maître d'ouvrage délégué ; l'éventuel engagement du Département pour une participation financière, estimée à 181 324 € TTC est différé à un examen budgétaire ultérieur.

Ce montant est établi sur la base d'une estimation des prestations que le Département pourrait financer et qui sont mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Le versement du fond de concours, versé à la Commune par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Toutefois, si le quantitatif de ces prestations devait évoluer à la hausse du fait d'adaptations en cours de chantier, une validation du Département (Direction des mobilités) est un préalable à toute réalisation et prise en charge.

En cas de décision favorable, le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le maître d'ouvrage délégué dans la limite de 80% du

montant indiqué au présent article, le solde sera versé après la remise des ouvrages prévue à l'article 7 de la présente convention.

La Commune ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de la protection de la santé.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental (notamment la portance de la chaussée avant mise en œuvre des couches de structures de chaussée). A ce titre, le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département (Direction des mobilités), représenté par le coordinateur territorial de Saint-Flour, à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par le coordinateur territorial de Saint-Flour, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Département des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Le Département assurera :

- l'entretien et les grosses réparations de la chaussée (hormis les parties pavées ou réalisées en matériaux non bitumineux),
- l'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions le concernant,
- l'entretien des supports classiques de signalisation directionnelle,
- la signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur.

La Commune assurera l'entretien des dépendances :

- les plantations afin qu'elles ne perturbent ni la circulation sur la RD 34 ni les visibilitées en carrefour et au niveau des sorties riveraines,
- les trottoirs,
- les mobiliers urbains autorisés selon le règlement de voirie départementale,
- les zones de stationnements,
- les grilles avaloirs,
- les caniveaux,
- les réseaux assainissement,
- les îlots directionnels et séparateurs de voies,
- la signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur,
- la signalisation directionnelle pour les mentions la concernant,

- les supports de signalisation directionnelle qui sont la conséquence d'un choix esthétique,
- l'éclairage public,
- les autres équipements (gabions..).

Article 8 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de Paulhenc.

Article 9 : Règlement des litiges

Le Département autorise la commune, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental et à leur remise au Département.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

Le Maire de Paulhenc
départemental,

Le Président du Conseil

David VITAL

Bruno FAURE

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 23 MAI 2025**

**DELIBERATION N°25CP05-10
Aménagement de la traverse de Saint-Santin-de-Maurs -
Reprise d'un carrefour entre les routes départementales n°272 et n°45**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°22CD04-21 du Conseil départemental du Cantal du 14 novembre 2022 validant la modification des règles d'intervention du Département dans le cadre de l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération ;

- **APPROUVE** la convention de répartition des dépenses avec le Département de l'Aveyron relative à la reprise du carrefour entre les routes départementales n°272 (Aveyron) et n°45 (Cantal) pour l'aménagement de la traverse de Saint-Santin-de-Maurs dont le projet est joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 23 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE REPARTITION DES DEPENSES ENTRE LES CONSEILS DEPARTEMENTAUX DE L'AVEYRON
ET DU CANTAL RELATIVES A LA REPRISE DU CARREFOUR DES RD 272 (CD 12) ET 45 (CD 15) DANS LA TRA-
VERSE DE SAINT-SANTIN DE MAURS**

La présente convention est conclue :

ENTRE

Le Conseil départemental du Cantal, sis 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente en date du,

ET

Le Département de l'Aveyron, sis Place Charles de Gaulle CS43147, 12031 RODEZ Cedex, représenté par son Président, Monsieur Arnaud VIALA, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil départemental en date du,

Préambule

La Commune de SAINT-SANTIN de MAURS a signalé au Département de l'Aveyron le mauvais état du carrefour entre les RD 272 et 45 dans la traverse de SAINT-SANTIN de MAURS.

Considérant qu'un carrefour doit être traité dans sa globalité et que le carrefour est majoritairement dans le Cantal, le Département de l'Aveyron s'est adressé au Conseil départemental du Cantal afin de l'intégrer à sa programmation.

Dans le cadre de sa programmation pluriannuelle de travaux de chaussée le Département du Cantal a retenu la reprise du carrefour entre les Routes Départementales 45 et 272 en tranche ferme.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements des deux parties pour l'exécution de l'ensemble de l'opération, de la mission de conception jusqu'à la réception des travaux.

Article 2 : Engagements du Conseil départemental du Cantal

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à :

- réaliser les diagnostics amiante & HAP,
- commander les travaux auprès du titulaire de l'accord cadre à bons de commande liant le Département du Cantal à la société COLAS pour ce lot géographique,
- assurer la maîtrise d'œuvre y compris la coordination SPS,
- contrôler la qualité des matériaux bitumineux par une extraction de liant,
- contrôler le compactage des matériaux,
- payer sa quote-part des travaux.

Article 3 : Engagements du Département de l'Aveyron

Le Département de l'Aveyron s'engage à :

- payer l'installation de chantier (en compensation des investigations, de la maîtrise d'œuvre et des contrôles),
- payer sa quote-part des travaux.

Article 4 : Répartition des surfaces

- Surface dans le Cantal 190 m²
- Surface dans l'Aveyron 100 m²

Article 5 : Répartition des dépenses

A l'exception de l'installation de chantier, l'ensemble des dépenses est réparti comme suit :

- Département du Cantal 65.5% soit 6 768.86 € TTC estimé
- Département de l'Aveyron 34.5% soit 5 083.27 € TTC estimé

Les dépenses, à actualiser selon les indices connus à la date de réalisation du chantier, sont définies en annexe (prix m0 de Février 2022).

Les éventuels aléas de chantier seront pris en charge dans les mêmes proportions.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2026.

Article 7 : Litiges

Tout litige relatif à la présente convention fera l'objet d'une tentative de conciliation amiable avant toute saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait à Aurillac, en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil Départemental du Cantal,

Le Président du Département de l'Aveyron,

Bruno FAURE

Arnaud VIALA

LOT 1 AURILLAC - Marché n° 2022M0058
Détail de la commande RD 45 et 272
Traverse de SAINT-SANTIN de MAURS

TITULAIRE : COLAS RHONE ALPES AUVERGNE 15002 AURILLAC

Lot n°1 : CRD Aurillac, Arpaçon Sur Cère, Montsalvy, Mours, Saint Mamet et Laroquebrou

Répartition prévisionnelle

Numéro de Prix	Libellé	Unité	Distance	Quantités Prévues	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.	Département du Cantal		Département de l'Aveyron	
	PRIX GENERAUX									
1.1	Installation de chantier et signalisation temporaire	u		1,00	1 100,00	1 100,00			100%	1 100,00
1.2	Plus value au prix d'installation de chantier pour réalisation de travaux de nuit	u			3 550,00	0,00				
	REPROFILAGE-REINFORCEMENT									
1.3	Fourniture Transport et Mise en oeuvre de GNT 031.5	t			15,00	0,00				
	Fourniture et Mise en oeuvre de grave émulsion 0/10 ou 0/14 type R à 3,8 % de bitume résiduel en									
1.4	Sur Chantier	t			58,00	0,00				
	Fourniture et mise en oeuvre de Grave émulsion 0/10 ou 0/14 type R à 4,5 % de bitume résiduel en									
1.5	Sur Chantier< 500 l	t			62,00	0,00				
1.6	Sur Chantier> 500 l	t			60,00	0,00				
	Transport de matériaux GE, GB, BB & GNT (Transport d'une tonne de matériaux à une distance D)									
1.7	- Transport terre fine	t		45,00	2,80	126,00	65,5%	82,53	34,5%	43,47
1.8	- Transport terre kilométrique	T*km	48	45,00	0,25	540,00	65,5%	353,7	34,5%	186,3
	MISE EN OEUVRE GE									
1.10	Plus value pour mise en oeuvre au finisseur	t			3,00	0,00				
1.11	Plus-value pour mise en oeuvre GE < 5kg/m2	t			19,00	0,00				
1.12	Moins value pour mise en oeuvre lors circulation	t			-1,50	0,00				
	Couche d'accrochage									
1.13	Couche d'accrochage classique	m²			0,50	0,00				
1.14	Couche d'accrochage dite propre	m²		290,00	0,75	217,50	65,5%	142,46	34,5%	75,0375
1.15	Couche d'accrochage dite propre aux diastronées	m²			0,80	0,00				
1.16	Couche d'impregnation sur GNT	m²			2,30	0,00				
1.17	F. T. & MO de grille sèche avant enduit	m²			2,00	0,00				
1.18	Réhabilitation sur grille sèche	m²			2,40	0,00				

Numéro de Prix	Libellé	Unité	Distance	Quantités Prévues	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.	Département du Cantal	Département de l'Aveyron
1.19	Enduit de scellement sur grave émulsion	m²			1,50	0,00		
	Enduit superficiel d'auure ESU 3							
1.20	ESU 3 type monocouche 4/6.3	m²			2,20	0,00		
1.21	ESU 3 type monocouche 6.3/10	m²			2,20	0,00		
1.22	ESU 3 type bicouche 4/6.3 6.3/10	m²			3,30	0,00		
1.23	ESU 3 type monocouche prégravillonnée	m²			2,50	0,00		
	Béton Bitumineux							
	Béton bitumineux à l'émulsion (BBE 0/10 type 2)							
1.24	Fourniture et mise en oeuvre de BBE 0/10 type 2) <= 300 T	t			84,00	0,00		
1.25	Fourniture et mise en oeuvre de BBE 0/10 type 2) > 300 T	t			80,00	0,00		
	Béton bitumineux mince 0/10 (BBM 0/10) classe 3							
1.26	Fourniture et mise en oeuvre Béton bitumineux mince 0/10 (BBM 0/10) classe 3	t			92,00	0,00		
	Béton bitumineux mince BBM 0/10 type A au bitume modifié							
1.27	Fourniture et mise en oeuvre Béton bitumineux mince BBM 0/10 type A au bitume modifié	t			92,00	0,00		
	Béton bitumineux très mince 0/10 (BBTM 0/10) classe 1							
1.28	Fourniture et mise en oeuvre Béton bitumineux très mince 0/10 (BBTM 0/10) classe 1	t			120,00	0,00		
	Béton bitumineux semi greu (BBSG) 0/10 classe 2							
1.29	Fourniture et mise en oeuvre Béton bitumineux semi greu (BBSG) 0/10 classe 2 <= 300 T	t			95,00	0,00		
1.30	Fourniture et mise en oeuvre Béton bitumineux semi greu (BBSG) 0/10 classe 2 > 300 T et <= 1 000 T	t			88,00	0,00		
1.31	Fourniture et mise en oeuvre Béton bitumineux semi greu (BBSG) 0/10 classe 2 > 1 000 T	t			86,00	0,00		
	Béton bitumineux semi greu (BBSG) 0/10 classe 3							
1.32	Fourniture et mise en oeuvre Béton bitumineux semi greu (BBSG) 0/10 classe 3 <= 300 T	t		45,00	92,00	4 140,00	65,5%	2711,70
1.33	Fourniture et mise en oeuvre Béton bitumineux semi greu (BBSG) 0/10 classe 3 > 300 T et <= 1 000 T	t			87,50	0,00		
1.34	Fourniture et mise en oeuvre Béton bitumineux semi greu (BBSG) 0/10 classe 3 > 1 000 T	t			85,50	0,00		
1.35	Plus valeur au prix de béton bitumineux pour la réalisation d'un béton bitumineux antiroulé	t			6,50	0,00		
1.36	Plus valeur pour reprofilage au finisseur avec utilisation d'une poutre de nivellement	t			6,00	0,00		
1.37	Grave blune 0/14 classe 2 en reprofilage	t			81,00	0,00		
	TRAVAUX PREPARATOIRES							
1.38	Décaissement de chaussée	m²			19,00	0,00		
1.39	Déclotage de chaussée	m²			7,50	0,00		
1.40	Scarification de chaussée	m²			1,10	0,00		
1.41	Ancrage pour chaussée	m²			11,80	0,00		
	Fraisage de chaussée							

Numéro de Prix	Libellé	Unité	Distance	Quantités Prévues	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.	Département du Cantal		Département de l'Aveyron	
1.42	Fraisage de chaussée inférieur à 2000 m²	m²		290,00	8,50	2 465,00	65,5%	1614,58	34,5%	850,425
1.43	Fraisage de chaussée supérieur à 2000 m²	m²			3,80	0,00				
1.44	Plus value pour fraisage de chaussée > 10 cm	m²			0,50	0,00				
1.45	Moins value pour récupération des fraisels par l'entreprise	t			-12,00	0,00				
1.46	Purges sous chaussée existante	m²			40,00	0,00				
1.47	Débais en tranchée pour épaulement de chaussée	m²			25,00	0,00				
FINITIONS										
1.48	Mise à niveau des accotements	m			2,80	0,00				
1.49	Arasement et calibrage d'accotement	m			2,00	0,00				
					1 Heure(s)					
					Pour mémoire, nombre d'heures réservées à une action d'insertion (Cf. Art 2 du CCAP)					
					Révision prévisionnelle : 1,15					

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 23 MAI 2025**

DELIBERATION N°25CP05-11

**Route départementale N°909 - Aménagement de la traverse du bourg de Vieillespesse -
Commune de Vieillespesse**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traverse d'agglomérations ;

Vu la délibération de la Commune de Vieillespesse en date du 18 octobre 2024 faisant part de son intention d'aménager la RD 909 en traverse du bourg et sollicitant la délégation de la maîtrise d'ouvrage ;

- **DECIDE** de prendre en considération les travaux d'aménagement de la RD 909, en traverse du bourg de Vieillespesse, Commune de Vieillespesse pour un montant de participation estimé à 109 940,40 € TTC.

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, à conclure avec la Commune de Vieillespesse, fixant les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux, dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A TITRE GRATUIT POUR L'AMENAGEMENT DE LA RD909 EN TRAVERSE DU BOURG DE VIEILLESPESSÉ

COMMUNE DE VIEILLESPESSÉ

ROUTE DEPARTEMENTALE N°909

Entre :

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 23 mai 2025,

Et

La Commune de VIEILLESPESSÉ dont le siège est 5 allée des Tilleuls 15500 VIEILLESPESSÉ, représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 18 octobre 2024,

Vu le code de la Commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n° 10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les nouvelles règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traversée d'agglomérations ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département donne délégation à la Commune de VIEILLESPESSÉ, qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom et pour son compte la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la RD909, en traversée du bourg de VIEILLESPESSÉ.

Les principales caractéristiques de l'aménagement sont :

- longueur totale de l'aménagement : 330 m,
- largeur de la chaussée : variable de fil d'eau à fil d'eau mais jamais inférieure à 4,60 mètres conformément au profil en travers type AA,
- chaussée : La couche de roulement en BB 0/10 (6 cm) d'épaisseur avec une couche de fondation en grave bitume 0/14 (7 cm d'épaisseur), 12cm de GNT 0/31,5 et 25cm de GNT0/80,
- la portance de l'arase devra avoir une performance minimale de 50 mPA (PF2) et de 80 mPA (PF2 qs) minimum pour la plateforme.

Sur la base du projet technique, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
3. préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
4. versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
5. réception de l'ouvrage,

et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations de La Commune

La Commune s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Département, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- de recourir à une maîtrise d'œuvre et d'en assurer son financement,
- de respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- de respecter le code de la commande publique et les règles de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- d'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier.

Le Département ne pourra s'engager à participer à l'opération, pour les travaux ci-après, que sous réserve de son inscription au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération :

- réfection de la chaussée
- fourniture et pose de caniveaux (financement sur la base de caniveaux béton).

Article 3 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc...) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de la participation du maître d'ouvrage déléguant le cas échéant.

Article 4 : Conditions financières

L'inscription de cette opération, au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération n'étant pas réalisée à ce jour, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à la charge du maître d'ouvrage délégué ; l'éventuel engagement du Département pour une participation financière, estimée à 109 940,40 € TTC est différé à un examen budgétaire ultérieur.

Ce montant est établi sur la base d'une estimation des prestations que le Département pourrait financer et qui sont mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Le versement du fond de concours, versé à la Commune par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Toutefois, si le quantitatif de ces prestations devait évoluer à la hausse du fait d'adaptations en cours de chantier, une validation du Département (Direction des mobilités) est un préalable à toute réalisation et prise en charge.

En cas de décision favorable, le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le maître d'ouvrage délégué dans la limite de 80% du montant indiqué au présent article, le solde sera versé après la remise des ouvrages prévue à l'article 7 de la présente convention.

La Commune ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de la protection de la santé.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental (notamment la portance de la chaussée avant mise en œuvre des couches de structures de chaussée). A ce titre, le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département (Direction des mobilités), représenté par le coordinateur territorial de Saint-Flour, à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par le coordinateur territorial de Saint-Flour, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Département des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Le Département assurera :

- l'entretien et les grosses réparations de la chaussée (hormis les parties pavées ou réalisées en matériaux non bitumineux),
- l'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions le concernant,
- l'entretien des supports classiques de signalisation directionnelle,
- la signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur.

La Commune assurera l'entretien des dépendances :

- les plantations afin qu'elles ne perturbent ni la circulation sur la RD 909 ni les visibilitées en carrefour et au niveau des sorties riveraines,
- les trottoirs,
- les mobiliers urbains autorisés selon le règlement de voirie départementale,
- les zones de stationnements,
- les grilles avaloirs,
- les caniveaux,
- les réseaux assainissement,
- les îlots directionnels et séparateurs de voies,
- la signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur,
- la signalisation directionnelle pour les mentions la concernant,
- les supports de signalisation directionnelle qui sont la conséquence d'un choix esthétique,

- l'éclairage public,
- les autres équipements (gabions..).

Article 8 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de VIEILLESPESE.

Article 9 : Règlement des litiges

Le Département autorise la commune, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental et à leur remise au Département.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

La Mairesse de VIEILLESPESE

Le Président du Conseil départemental,

Agnes AMARGER

Bruno FAURE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-12

Transfert de domanialité d'un délaissé de la route départementale n°678 à la Commune de Condat

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L131-4 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération de la Commune de Condat en date du 11 avril 2025 acceptant le transfert de domanialité dans le domaine communal de l'ancienne parcelle AC 329 ;

Considérant l'utilité pour la Commune de Condat de ce délaissé pour procéder au remplacement de l'abri voyageurs ;

- **EMET** un avis favorable au transfert de domanialité de ce délaissé de la route départementale n°678 au niveau du giratoire sur la Commune de Condat, conformément au plan joint en annexe de la présente délibération.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Commune de C O N D A T

**Nombre de membres
en exercice:** 14

Séance du 11 avril 2025

Présents: 13

onze avril deux mille vingt-cinq l'assemblée régulièrement convoquée le 02 avril 2025 s'est réunie sous la présidence de Jean MAGE.

Votants: 14

Sont présents: Sylvie ANDRAUD, Joëlle BAPT, Jean-Paul BESSE, Jean MAGE, Christophe PALLUT, Karine VAISSIERE, Christelle CAYZAC, MARIE-PASCALE FLAGEL, Samuel GAGNIER, Agnès MATHIEU, Christophe MATHIEU, Régine RODDE, Christian COUSTEIX

Représentés: Jacques BOURRIER représenté par Régine RODDE

Excuses:

Absents:

Secrétaire de séance: Samuel GAGNIER

Objet: Transfert de domanialité de la parcelle AC329 - DE_033_2025

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'abri voyageurs situé au rond-point est en état de délabrement très avancé. Il revient à la commune de solliciter son remplacement auprès de la région, compétente en la matière, mais celui-ci se trouve bâti sur une parcelle cadastrée AC 329, dont le Département du Cantal est propriétaire, mais ce dernier vient de la transférer dans son domaine public par procédure auprès du Service des Impôts Fonciers d'Aurillac.

Le Département propose à la Commune de transférer cette partie de délaissé dans le domaine public communal, afin de faciliter la démarche de remplacement de l'abri voyageurs auprès de la région.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

- accepte le transfert de domanialité du domaine public départemental dans le domaine public communal de la partie de terrain correspondant à l'ancienne parcelle AC 329, comme précisé dans le plan joint.

Certifié exécutoire
Le Maire,
Jean MAGE

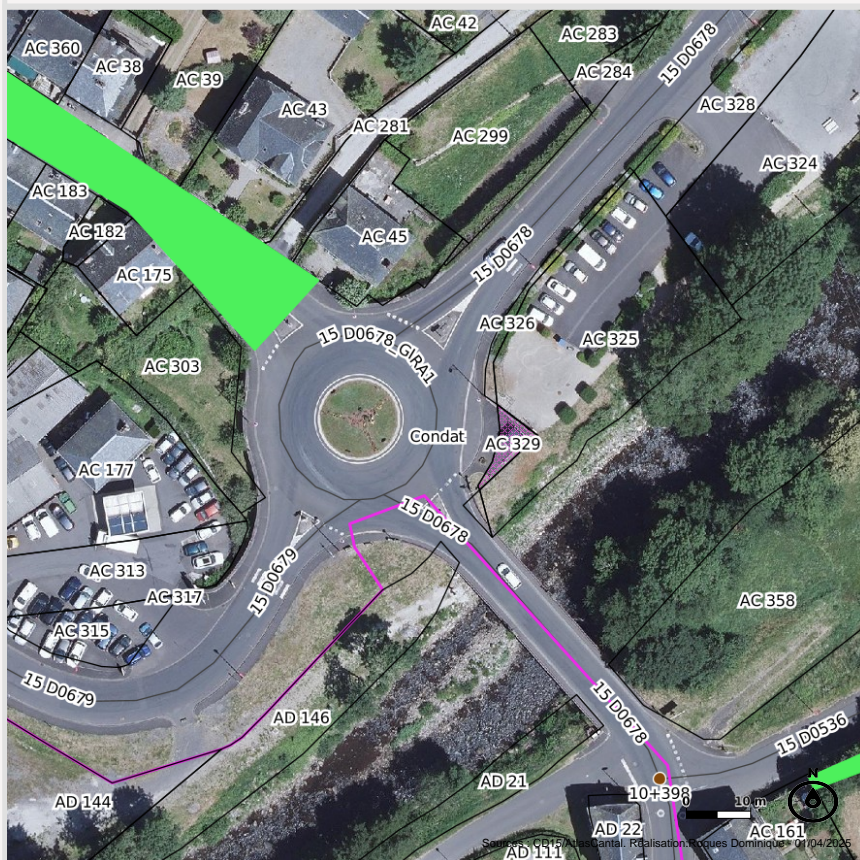
Date de transmission de l'acte: 23/04/2025

Date de réception de l'AR: 23/04/2025

015-211500541-DE_033_2025-DE
A G E D I



RD 678 - Condat - Parcelle AC 329



- Limite départementale
- Communes
- Route départementale
- Bornage RD
- PLO
- Parcelles CD15
- Parcelle
- Section cadastrale
- foncier_transfert_domianialite

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-13

Déclassement et échange de parcelles sur la Commune d'Anterrieux suite à l'aménagement de la route départementale n°989

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L1128 du Code de la voirie routière ;

Vu l'article L 1111- 4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental en date du 16 décembre 2024, approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire qui diffèrent des modalités arrêtées par délibération de la Commission Permanente du 29 juillet 2005 ;

Considérant l'intérêt général certain de procéder à l'aménagement de la route départementale n°989 ;

- DECIDE d'annuler la délibération de la Commission Permanente du 29 juillet 2005 portant sur l'acquisition d'un terrain aux consorts CHASTANG concernant l'aménagement de la route départementale n°989.

- **EMET** un avis favorable au déclassement de l'ancienne route départementale et à l'échange de terrains tel que défini ci-après :

**Route Départementale n° 989
Carrefour RD311 Dépt de la Lozère - 00388**

Monsieur

cède au Département du Cantal :

Commune : ANTERRIEUX

Référence cadastrale					Numéro du plan	Acquisition		Non acquis	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²		N°	Empr.m²	N°	Surf. m²
A	294	PRE	La Canche	7 520	12	1004	32	1005	7 488

En échange le Département du Cantal cède à Monsieur :

Commune : ANTERRIEUX

Référence cadastrale					Surf. en m²
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou rue	Surf. m²	
A	940	PRE	La Canche	787	787
A	943	PRE	Prat de Ladignac	37	37
A	1083	DEL	La Canche	1 022	1 022
				Total en m² :	1 846

La mutation de ces parcelles fera l'objet d'un acte d'échange en la forme administrative, avec soulte de huit cent soixante et un euros quatre-vingt-seize centimes (861,96 €) à la charge de Monsieur

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'Article 1042 du Code général des impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-14

Déclassement et échange de parcelles sur la Commune de Marcolès suite à l'aménagement de la route départementale n°45

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L1128 du Code de la voirie routière ;

Vu l'article L 1111- 4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental en date du 16 décembre 2024, approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire qui diffèrent des modalités arrêtées par délibération de la Commission Permanente n°21CP05-29 du 28 mai 2021 ;

Considérant l'intérêt général certain de procéder à l'aménagement de la route départementale n°45 ;

- **ANNULE** la délibération de la Commission Permanente n°21CP05-29 du 28 mai 2021 portant sur l'échange de terrains avec Monsieur sur l'aménagement de la route départementale n°45.

- **EMET** un avis favorable au déclassement de l'ancienne route départementale et à l'échange de terrains tel que défini ci-après :

**Route Départementale n° 45
La Bouscaillade - Le Moulin de Canhac – 00589**

Monsieur cède au Département du Cantal :

Commune de MARCOLES

Référence cadastrale					Acquisition		Non acquis	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²	N°	Empr.m²	N°	Surf. m²
A	1266	T	Puy de Canhac	255	1266	255		
A	1267	T	Puy de Canhac	58812	1442	475		58337
A	1297	T	Castanier Haut	4041	1455	97		3944
Total en m²						827		

En échange le Département du Cantal cède à Monsieur :

Commune de MARCOLES

Références cadastrales				
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²
A	1453	Terre	Castanier Haut	79
A	1456	Ancienne route	Castanier Haut	1641
A	1457	Ancienne route	Puy de Canhac	711
A	1458	Ancienne route remise en culture	Puy de Canhac	3427
A	1444	Terre	Puy de Canhac	736
A	1451	Terre	Combe Guiralde	142
Total en m²				6736

La mutation de ces parcelles fera l'objet d'un acte d'échange en la forme administrative, avec soulte de mille quatre-vingt-neuf euros huit centimes (1 089,08 €) à la charge de Monsieur .

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code général des impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-15

Déclassement et cession d'une parcelle au profit d'un tiers sur la Commune de Siran au lieu-dit Puech de Lagarde suite à l'aménagement de la RD n°653

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales ;

Considérant l'inutilité de cette parcelle nullement gérée ;

- **DECIDE** de procéder au déclassement et à la cession d'un terrain tel qu'il figure au tableau ci-après :

Route départementale N°653 Commune de SIRAN

Acquéreur : Monsieur

Dossier n° AAB 63

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
A	1182	Puech de Lagarde	641	Remis en culture

Montant de la vente : 0,30 € x 641 m² = 192,30 €

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-16

Déclassement et cession de parcelles au profit d'un tiers sur la Commune de Siran lieux-dits Puech de Lagarde et Garric suite à l'aménagement de la RD n°653

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales ;

Considérant l'inutilité de ces parcelles nullement gérées ;

- DECIDE de procéder au déclassement et à la cession de terrains tels qu'ils figurent au tableau ci-après :

**Route départementale N°653
Commune de Siran**

Acquéreurs : Monsieur

Dossier n° AAB 63

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
A	1181	Puech de Lagarde	524	Remis en culture
A	1188	Garric	1131	Remis en culture
A	1191	Garric	147	Remis en culture

Montant de la vente : 0,30 € x 1 802 m² = 540,60 €

- **AUTORISE** les Vice-Présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de ventes de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-17

Contrat Sport Cantal - Soutien aux Ecoles de Sport et aux tournois départementaux - Saison 2024-2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant les orientations de la nouvelle politique sportive 2022-2028 intitulée "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en œuvre les crédits afférents ;

Vu la délibération n°24CD06-19 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2025 dans le cadre du "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Sport du 9 avril 2025 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 51 264 € aux clubs sportifs pour le soutien aux écoles de sport au titre de la saison 2024-2025 selon les conditions définies dans l'annexe jointe à la présente délibération :

- 41 788 € aux clubs délégataires ;
- 9 476 € aux clubs affinitaires.

- **ATTRIBUE** une subvention de 2 500 € au District du Cantal de Football pour l'organisation du rassemblement des écoles de foot le 1^{er} mai.

- **ATTRIBUE** une subvention de 2 500 € au Comité départemental de Rugby pour l'organisation du rassemblement des écoles de rugby le 8 mai.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SOUTIEN AUX ECOLES DE SPORTS DES CLUBS DELEGATAIRES
SAISON 2024-2025

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCIES DE MONTAGNE ET ANNEE 2023/2024	SUBVENTION VOTE SAISON 2023/2024	TOTAL LICENCIES DE MONTAGNE ET ANNEE 2024/2025	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2024/2025
ATHLETISME	AURILLAC ATHLETISME	83	332 €	120	480 €
	RANDO TRAIL DE MAURIAC	13	300 €		
AERO CLUB		96	632 €	120	480 €
	AERO CLUB(sans comite)	13	300 €		
BADMINTON	BADMINTON ARPAJON CLUB	42	300 €	57	300 €
BASKET	BASKET CLUB CARLADEZ	43	200 €		
	AFR BASKET PIERREFORT	9	200 €	14	200 €
	SAINT-FLORAIN BASKET	97	388 €	72	288 €
		149	788 €	86	488 €
	SAVATE CLUB DU PAYS DE SAINT-FLOUR	20	300 €		
BOXE FRANCAISE	SAVATE CLUB FRANCAISE AURILLACOISE	51	300 €	75	300 €
	BOXING CLUB RIONOIS	26	300 €	21	300 €
	CERVUS IMPACT MURATAIS	17	300 €	8	300 €
		114	1 200 €	101	900 €
	ASVOLT(sans comite)	17	300 €	19	300 €
CANOE KAYAK		17	300 €	19	300 €
		19	300 €	15	300 €
CYCLISME	VELO CLUB PAYS DE SAINT-FLOUR (section route)		300 €		
	VELO CLUB PAYS DE SAINT-FLOUR (section VTT DE SCIENTE)	13			
	VELO CLUB DE MAURS	17	300 €	29	300 €
	AC VELO-PIEDIQUE AURILLACOIS	27	300 €	30	300 €
	VELO CLUB DE MAURIAC	14	300 €	14	300 €
CYCLOTOURISME	TEAM INCA	10	300 €	10	300 €
		100	1 800 €	98	1 500 €
	JUS SIRAN	18	300 €	19	300 €
DANSE		18	300 €	19	300 €
	JUSTIDANCE	40	300 €		
	ARABESQUE	39	300 €		
	CHOREGE	116	464 €	133	532 €
	DANSE AND CO	8	300 €	8	300 €
		200	1 364 €	139	832 €

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCES DE MONTRE DE BAS ANNEE 2023/2024	SUBVENTION NOTEE SAISON 2023/2024	TOTAL LICENCES DE MONTRE DE BAS ANNEE 2024/2025	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2024/2025
EQUITATION	TOTAL GENERAL 1+2	483	1 000 €	414	1 000 €
	SAINT FLOUR AU GALOP	115	460 €	94	384 €
	CENTRE EQUESTRE DE MASSALES	97	388 €	85	340 €
	CANTAL EQUILIBRE	52	300 €		
	EQUI NATURE	9	300 €		
	EQUI CLUB DE SAINT FLOUR VOLZAC	61	300 €	77	308 €
	MARGERIDE WESTERN HORSES	9	300 €		
	CHEVAL DE COUVERTE	102	408 €	89	356 €
	CENTRE EQUESTRE DE CHABRIET			41	300 €
	FERME EQUESTRE DE LA PLANEZE			64	300 €
	CENTRE EQUESTRE DE LA MARONNE			24	300 €
	FERME EQUESTRE DE CANTALES			53	300 €
ESCALADE	FERME EQUESTRE DE MONTASSOU			14	300 €
		928	3 456 €	962	3 888 €
	VERTICAL VIC	44	300 €	50	300 €
	AURILLAC MONTAGNE ESCALADE	155	620 €		
	CLUB ALPIN FRANCAIS			34	300 €
ETUDE ET SPORT SOUS MARINS		199	920 €	84	600 €
	CLUB DE PLONGEE AURILLACOIS	18	300 €		
		18	300 €		
	AURILLAC FOOTBALL CLUB	276	1 000 €	263	1 000 €
	FC ALLY MAURIAC	166	664 €	174	696 €
	ARPALON CS	217	868 €	212	848 €
	BELBEX AS	24	200 €		
	MASSIAC MOLOMPZE	67	268 €	80	320 €
	US MURAT	75	300 €	72	288 €
	STADE ROM CONDAT	86	344 €	98	392 €
	US SAINT ORBANE	199	796 €	211	844 €
	JORDANNE FC	115	460 €		
	SUD CANTAL FOOT	71	284 €	86	344 €
	SAINT GEORGES FOOT	45	200 €	53	212 €
	CS VEZACOIS	82	328 €	72	292 €
	FC DES 4 VALLEES	48	200 €	47	200 €
	UNION SPORTIVE DE LA CERRE	69	276 €	88	352 €
	CERE ET LANDES	107	428 €		
FOOTBALL	ENTENTE NORD LOZERE	158	632 €		
	ENTENTE ANGLARS SAILLERS				
	ENTENTE ANGLARS SAILLERS	83	332 €	95	380 €
	CARLADEZ GOULS				
	AS ESPINAT	114	456 €	99	396 €

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2023/2024	SUBVENTION VOTEE SAISSON 2023/2024	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2024/2025	SUBVENTION PROPOSEE SAISSON 2024/2025
ENTENTE	ENTENTE S. SAINT MAMET	35	328 €		
	FC PAYS DE RANCE (Chatalignerie)	47			
	AS CHAUBES-AGUES	33			
GROUPEMENT PLANEZE TRUYERE FOOTBALL Club Directeur Pierretot	FC PLANEZE	12	360 €		
	ES PIERREFORTAISE	45			
	ES CRANDELLOISE	29		30	640 €
GROUPEMENT VALLE DE L'AUTRE FOOTBALL	US VALLE DE L'AUTRE	125	616 €	130	
	US LOUPRAC SAINT CHRISTOPHE	9			
	ES DRUGEAC	15			
ENTENTE DE LA MAROINE DOIRE BERTRANDE Club Directeur AM L PLEAUX BARRIAC	AMICALE LAIQUE PLEAUX BARRIAC	16	200 €		
	ASPRE FONTANGES FC	2			
	ECOLE YTRAC FOOTBALL JEUNES	85		86	
FOOTBALL GROUPEMENT YTRAC SANSAC ROANNES Club Directeur	YTRAC FOOT	4	580 €		544 €
	SANSAC DE MARMESSE	45		50	
	ES ROANNES	11			
GROUPEMENT SUMENE ARTENSE	UDS SPORT FC	43			
	ARTENSE FC	49	444 €	130	520 €
	SAIGNES	19			
GROUPEMENT FOOTBALL CHATAIGNERIE VEINAZES Club Directeur FC Junhac Montsalvy	FC JUNHAC MONTSALVY	78			
	SPORTING CLUB CHATAIGNERIE	50	540 €	135	540 €
	HAUT CELE	7			
GOLF	MEZAC	2758	11 104 €	2218	9 008 €
	HAUT AUVERGNE	29	300 €	41	300 €
		15	300 €	38	300 €
GYMNASTIQUE		44	600 €	79	600 €
	MAURIAC LA JEANNE D'ARC	156	624 €	152	608 €
		156	624 €	152	608 €
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	LOISIR GV CANTAL	6	300 €		
		6			
		6	300 €		
HANDBALL	HAND BALL CLUB DES VOLCANS	164	656 €	178	712 €
	HBC MAURIAC	17	200 €	31	200 €
	HBC MAURS	61	244 €		
HANDBALL	HBC MAURAT	103	412 €	128	512 €
	HBC SAINT MAMET CER ETRANCE	78	312 €		
	HBC NRJ	75	300 €	155	620 €
SAINT FLOUR HANDBALL		145	580 €	135	540 €
	HAND BALL NORD LOZERE	42	200 €	31	200 €
		685	2 904 €	658	2 784 €
HOCKEY SUR GLACE	HOCKEY CLUB DES MOUF LONS			21	200 €

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2023/2024	SUBVENTION NOTEE SAISON 2023/2024	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2024/2025	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2024/2025
KICK-BOXING	BOXE THAI SPIRIT				33 300 €
	JUDO CLUB RICHMOIS			33	300 €
	JUDO CLUB YTHACOIS	22	300 €	27	300 €
JUDO	JUDO CLUB CHATAIGNERIE	78	312 €	78	312 €
	AJAC	53	300 €	62	300 €
	IC ALLANCHÉ	88	352 €	114	456 €
	IC YDES	20	300 €		
	JUDO CLUB VIC SUR CERE	8	300 €	37	300 €
	JUDO CLUB MAURIACOIS	20	300 €	26	300 €
	YOANAI JUDO	114	456 €	110	440 €
	CERQUE JUDO BUDO 15	47	300 €	110	440 €
	MAURIAC AQUA SPLASH	497	3 220 €	635	3 148 €
	LA PETITE BOULE MAURISOISE	32	300 €	38	300 €
PETANQUE	PETANQUE AURILLACOISE	32	300 €	38	300 €
	PETANQUE HAUTE AUVERGNE (Saint Flour)	14	300 €	8	300 €
	LE TILLEUL REILHACOIS(Sous-prits tous Reilhacois)	25	300 €		
	LE CARREAU MURTAIS	15	300 €	23	300 €
	PETANQUE MONTSALVYENNE	11	300 €	5	300 €
	PETANQUE DE TRIZAC			9	300 €
	PETANQUE PAYS DE GENTIANE	13	300 €	16	300 €
	AS CHAMP			13	300 €
	RC ARPALON VEINAZES			7	300 €
	RC DES LANDES			10	300 €
RUGBY	RC SAINT CERNIN	78	1 500 €	91	2 400 €
	RC SAINT SIMON	146	584 €	157	628 €
	STADE MAURISOIS	113	452 €	111	444 €
	RC MASSIAC	165	660 €	165	660 €
	CL RC RIOMES MONTAGNES	125	500 €	120	480 €
	RC MAURIACOIS	169	676 €	166	664 €
	RC SAINT FLOUR	34	200 €		
	RC YDES	99	396 €	119	476 €
	SAINT MANET RUGBY	69	276 €		
		195	780 €	215	860 €
SKI		12	200 €	30	200 €
		55	220 €		
		1187	4 944 €	1083	4 412 €
	SKI CLUB DU LIORAN(sans comité)	69	300 €	84	336 €
	SKI CLUB RICHMOIS(sans comité)	31	300 €	88	352 €
		100	600 €	172	688 €

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNÉE 2023/2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023/2024	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNÉE 2024/2025	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2024/2025
SPORT ADAPTE	AS IME VOLZAC			9	300 €
	ARPAJON TC			9	300 €
	TC AURILLAC	51	300 €	65	300 €
	TC AURILLAC	162	648 €	180	720 €
TENNIS	IUSSAC TC	40	300 €	54	300 €
	TC MASSIAC	111	300 €	114	300 €
	PASSING SHOT MAURIAC	58	300 €	63	300 €
	TC NAUCELLES	2	0 €		
	SENTIANES TC ROMOIS	44	300 €	44	300 €
TENNIS	ENTENTE LARROQUEBROUYTRAC	31	300 €	34	300 €
	TC SAINT FLOUR	33	300 €	47	300 €
	MC TENNIS PARC	50	300 €	48	300 €
	TC YDES	22	300 €		
	TC SAIGNES	8	300 €		
	TC MAURS	27	300 €		
		553	3 948 €	551	3 120 €
	T.T. DU PAYS DE MAURS	15	300 €	13	300 €
	CO ARPAJON	13	300 €	20	300 €
	PP NAUCELLES	18	300 €	27	300 €
TENNIS DE TABLE	TT DE MAURIAC	8	300 €	24	300 €
	TT DES 3 ROCHERS (Mirail)	9	300 €	11	300 €
	TT DE MARMANHAC	11	300 €	11	300 €
	TT AURILLACOIS	15	300 €	34	300 €
		89	2 100 €	140	2 100 €
	ANS NEUGEUSE	6	300 €		
TIR	ALERTE SAINT LORAIN	32	300 €	27	300 €
	TIR MAURIAC	7	300 €	12	300 €
		45	900 €	39	600 €
TIR A L'ARC	ARCHERS DU STADE AURILLACOIS	16	300 €	16	300 €
	LA FLECHE DE LA SUMENE	12	300 €		
		28	600 €	16	300 €
VOILE	CLUB NAUTIQUE DU PAYS D'AURILLAC	120	480 €	119	476 €
		21	300 €	13	300 €
	BASE DE LOISIRS CARABIT MALLET	141	780 €	132	776 €
VOLLEY BALL	AURILLAC VOLLEY BALL	71	300 €	64	256 €
		71	300 €	64	256 €
SKATE BOARD	SESSION LIBRE			61	300 €
				61	300 €
	TOTAL 1	8 364	46 384 €	7 877	41 788 €

SOUTIEN AUX ECOLES DE SPORTS DES CLUBS AFFILIEES

SAISON 2024-2025

	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCES DE MONS DE 18 ANS ANNEE 2023/2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023/2024	TOTAL LICENCES DE MONS DE 18 ANS ANNEE 2024/2025	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2024/2025
JUDO		136	544 €	154	616 €
ATHLETISME		16	300 €	39	300 €
		152	844 €	193	916 €
BASKET BALL		190	760 €	193	772 €
NATATION synchro		28	300 €	27	300 €
NATATION (UFOLEP)		214	856 €	228	912 €
GYMNASTIQUE (UFOLEP)		184	736 €	211	844 €
PITTS CANTALOUPS (UFOLEP)		75	300 €	75	300 €
WATERPOLO				11	200 €
SPORT ADAPTES				6	200 €
		691	2 952 €	751	3 528 €
NATATION		159	636 €	217	868 €
TIR A L'ARC		17	300 €	17	300 €
NATATION SYNCHROSEE (FD ASPTT)				19	300 €
		176	936 €	253	1 488 €
BADMINTON		18	300 €	20	300 €
BABY SPORT(UFOLEP)		25	300 €	28	300 €
ESCALADE (UFOLEP)		51	300 €		
ESCALADE (FFCAM)		36	300 €	90	360 €
ESCRIME		2	0 €		
NATATION (UFOLEP)		201	804 €	222	888 €
NATATION SYNCHRONISEE (UFOLEP)		32	300 €	33	300 €
VOLLEY BALL (UFOLEP)		9	200 €	9	200 €
PLONGEE		3	0 €		
		377	2 504 €	402	2 348 €
Ecole de Judo 15		69	300 €	80	320 €
		69	300 €	80	320 €
GERALDIENNE SECTION GYM		108	432 €	94	376 €
LA SANFLO GYM		139	556 €	130	520 €
		247	988 €	224	896 €
		1712	8 524 €	1903	9 476 €
	TOTAL 2				
	TOTAL GENERAL 1+2	10 076	54 908 €	9 780	51 264 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-18

Contrat Sport Cantal - Soutien au Sport Scolaire en faveur de l'USEP 15 et l'UNSS 15

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant les orientations de la nouvelle politique sportive 2022-2028 intitulée "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en œuvre les crédits afférents ;

Vu la délibération n°23CP06-25 de la Commission Permanente du 7 juillet 2023 adoptant les conventions 2023-2028 à intervenir avec l'USEP 15 et l'UNSS 15 ;

Vu la délibération n°24CD06-19 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2025 dans le cadre du Contrat Sport Cantal et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Sport du 9 avril 2025 ;

- ADOPTE les programmes d'actions 2025 de l'Union Sportive de l'Enseignement du 1^{er} degré du Cantal (USEP 15) et l'Union Nationale du Sport Scolaire du Cantal (UNSS 15) tels que présentés en annexes 1 et 2 de la présente délibération.

- **ATTRIBUE** une subvention d'un montant global de 14 000 € à l'USEP 15 dont 9 000 € au titre du Centre de ressources et 5 000 € au titre des rencontres sportives ;

- **ATTRIBUE** une subvention d'un montant global de 14 000 € à l'UNSS 15 dont 6 500 € au titre des déplacements et 7 500 € au titre des manifestations.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONTRAT SPORT CANTAL
FICHE ACTIONS 2025
CONSEIL DEPARTEMENTAL/USEP 15

1 - le Centre départemental de ressources de l'USEP :
--

Le Centre départemental de ressources de l'USEP est constitué de matériel sportif, audio-visuel, et de documentation pédagogique à disposition des associations sportives scolaires du Département. Ce parc est mis gratuitement à la disposition des associations affiliées qui en font la demande, pour des périodes d'environ 5/7 semaines. L'USEP 15 assure gratuitement l'acheminement du matériel sur place avec des véhicules utilitaires. Cette action permet à des associations, écoles et structures éducatives de loisirs, des secteurs ruraux du département, disposant de moyens et d'infrastructures limités, de pouvoir mettre en place des activités diversifiées et attractives (plateaux motricité maternelle, trottinettes, draisiennes, gymnastique, lutte, badminton, escrime, golf, tennis, cirque, tir à l'arc, rollers, course d'orientation, tir laser, VTT, athlétisme, sport boules, pétanque, escalade, sarbacanes, malky, kinball, sports collectifs, sonorisation, porte-voix, radios, etc...).

Le comité met également à la disposition des associations sportives scolaires un large choix d'outils pédagogiques (manuel EPS 1^{er} degré, revue EPS et EPS 1er degré, toute la documentation des éditions de la revue EPS, les productions du réseau national USEP).

Dans le cadre des PEDT (projet éducatif de territoire), ce centre de ressources matériel et pédagogique est également à disposition des collectivités territoriales qui le souhaitent, permettant ainsi une programmation large et variée d'activités physiques dans les TAP (temps activité périscolaire).

En 2025, l'USEP15 prévoit d'entretenir, compléter et renouveler une partie du parc existant (rollers, tir à l'arc, modules de motricité, pistolets laser, badminton...) et d'éditer et de diffuser des outils pédagogiques (danse breaking, disciplines enchaînées, jeux de coopération et d'orientation...) permettant de favoriser, sur tout le département, la qualité de pratique de l'EPS et des 30 min d'Activité Physique Quotidienne. L'USEP15 devra également faire fonctionner son centre de ressources suivant un planning départemental de réservation préétabli.

A ce jour, ce sont plus de 80 écoles, associations et structures éducatives qui bénéficient annuellement d'un accès à plus de 20 activités sportives, en veillant au maillage territorial et en permettant un accès équitable aux activités sportives pour tous les enfants du département.

L'engagement du Département se caractérise à ce titre par une dotation annuelle d'un montant de **9000 €**, destinée au financement et au renouvellement du matériel pédagogique du Centre de ressources ainsi qu'au coût de son acheminement dans les écoles.

Cette dotation est engagée sur la base du budget prévisionnel du centre de ressources de l'USEP. Elle sera versée sur présentation d'un état des dépenses dûment acquittées par le comptable de la structure et sur la base du respect des contreparties exigées, photos à l'appui.

En contre partie de cette dotation, l'USEP s'engage à :

- Apposer le logo du Département sur tout le nouveau matériel pédagogique acquis,

- Apposer le logo du Département sur la flotte de véhicules de l'USEP : 1 véhicule 9 places et 2 véhicules utilitaires qui porte uniquement le logo du Conseil départemental en dimension 100cmx100cm sur les portières gauches et le logo de la FAL/USEP de même dimension sur les portières droites. Le logo du Conseil départemental est accompagné d'un texte mettant en avant ce partenariat : « Le Conseil départemental 1^{er} partenaire de l'USEP ».
- Mettre en avant le Conseil Départemental sur l'ensemble des manifestations organisées par l'USEP 15, selon les modalités souhaitées par la collectivité (oriflamme, arche, banderoles...).
- Mettre à disposition du Conseil départemental, en cas de besoin, pour toute manifestation organisée par ce dernier, tout le matériel nécessaire dont dispose l'USEP et ce à titre gracieux, sous réserve de sa disponibilité.

2 - Rencontres et pratiques d'activités sportives scolaires 1^{er} degré

L'USEP 15 programme et organise des rencontres sportives scolaires qui initient ou concluent les apprentissages en EPS – généralement plus de 100 rencontres par an sur l'ensemble du département et qui rassemblent plus de 5500 élèves de la maternelle au CM2 :

➤ **Organisation de rencontres sportives de proximité** (secteurs intercommunaux, communauté de communes) dans une quinzaine d'APSA différentes. Ces manifestations permettent un déplacement limité des élèves et privilégient le temps d'activité. Elles peuvent s'organiser à la journée ou ½ journée suivant le nombre d'élèves inscrits. Elles introduisent ou finalisent les apprentissages en EPS et se déroulent sous 2 formes : des rencontres de découverte (permettant aux enfants d'identifier les règles et les contraintes d'une nouvelle activité) ou rencontres d'évaluation (permettant aux enfants de mettre en œuvre des compétences et connaissances acquises en EPS et d'évaluer son niveau de pratique par rapport à soi et aux autres).

➤ **Rencontres sportives particulières** avec accueil, organisation, et participation à des rencontres sportives particulières avec un rayonnement départemental, régional, national et international. Manifestations, rencontres, compétitions ouvertes aux associations sportives scolaires du département et organisées :

- Dans le cadre d'une programmation de rencontres départementales ou régionales de masses (journées athlétisme, orientation, cross solidarité, lutte, football, APPN...etc.)
- Pour un public spécifique (enfants à besoins particuliers, issus de structures spécialisées : Institut Médico Educatif, Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire, Institut Education Sensorielle Handicapés Auditifs..., accueillis lors de journées sportives inclusives ou de rencontres traditionnelles USEP).
- En partenariat avec une fédération sportive délégataire et/ou le mouvement sportif français (CDOS, CROS, CNOSF,) dans le cadre d'un accompagnement, d'une promotion d'un évènement national ou international.

L'engagement du Département se caractérise à ce titre par une dotation annuelle d'un montant de **5000 €**. Cette dotation est engagée sur la base du budget prévisionnel des actions proposées. Elle sera versée sur présentation d'un état des dépenses dûment acquittées par le comptable de la structure.

CONTRAT SPORT CANTAL PROGRAMME D'ACTIONS 2025 UNSS 15

L'aide aux déplacements nationaux, académiques, départementaux et de districts et à l'organisation de manifestations

Descriptif des actions menées dans ce cadre :

- Organisation des championnats de sports collectifs du niveau district au niveau départemental (Football – Rugby – Handball – Basket-ball – Futsal – Volley-ball). Plus cette année l'organisation d'un championnat de France de Volley-ball sur Aurillac (du 24 au 27 mars).
- Organisation des championnats départementaux de sports individuels « traditionnels » (Athlétisme hivernal, Athlétisme estival, Cross, Natation, Badminton...).
- Proposition de nouvelles activités ludiques comme le Laser Run (le 16/10 et 06/11 à Mauriac - 18/06 à Aurillac) ou la Pétanque (Championnat Départemental collège le 12/02 au boulodrome d'Aurillac)
- Organisation des journées de promotion pour des publics spécifiques – Les rencontres ULIS : organisées par des élèves des sections sportives pour des jeunes en situation de Handicap (Rencontre ULIS Escalade organisée par des jeunes de la spécialité EPPCS du lycée Monnet-Mermoz) – les rencontres SPORT-PARTAGÉ : en natation ou des élèves « valides » forment des équipes avec des élèves « en situation de handicap » (Championnat Départemental natation 29/01).

L'engagement du Département se caractérise dans ce cadre par une dotation d'un montant de 6 500 € destinée au financement des coûts de transport et d'organisation des manifestations sportives.

Cette dotation est engagée sur la base du budget prévisionnel de l'UNSS. Elle sera versée sur présentation d'un état des dépenses dûment acquittées par le comptable de la structure et sur la base du respect des contreparties exigées, photos à l'appui.

En contrepartie de cette dotation, l'UNSS s'engage à :

- Apposer le logo du Département sur tout le nouveau matériel pédagogique acquis,
- Mettre en avant le Conseil départemental sur l'ensemble des manifestations organisées par l'UNSS 15, selon les modalités souhaitées par la collectivité (oriflamme, arche, banderoles, arche ainsi que les supports visuels du Cantal Tour Sport).
- Mettre à disposition du Conseil départemental, en cas de besoin, pour toute manifestation organisée par ce dernier, tout le matériel nécessaire dont dispose l'UNSS et ce à titre gracieux, sous réserve de sa disponibilité.

Le développement des pratiques et des rencontres en cohérence notamment avec le Cantal Tour Sport et les activités de plein nature

Les manifestations organisées par l'UNSS autour des APPN se décomposent en deux groupes :

- manifestations de compétition : qui répondent à des règles et des normes dictées par l'UNSS national et qui permettent l'accès à des niveaux de compétitions plus élevés (académique et national).

- manifestations de promotion : orientées sur la découverte d'activités en fonction des potentialités du territoire.

Descriptif des actions organisées dans ce cadre :

- Le Cantal Aventure (fin septembre 2025) : un raid réservé aux lycéens (es) où les jeunes collégiens (es) de 3^{ème} des sections sportives sont invités.
- Le Championnat départemental de Raid Collège (début octobre 2025) : par équipe de 2 pour les benjamins et de 4 pour les minimes. Ils enchaînent sur la ½ journée Trail – VTT – CO (aérienne) – VTT – CO (iof = norme de carte) – Escalade – Tir Laser.
- Le Championnat départemental / Promo Flèche de Ski Alpin (05/02), avec le soutien de l'ESF et du Ski Club : les jeunes enchaînent 2 manches de Géant dans un tracé assez simple pour permettre aux non-initiés de faire leur première course et de valider une éventuelle flèche.
- Le Championnat départemental d'Equitation Excellence (03/04) au centre équestre de Condat.
- Le Championnat départemental de Course d'Orientation (12/03), dans la forêt de la Pinatelle sur la commune de Challinargues.
- Le Championnat départemental de VTT (19/03) : à Saint-Mamet, avec une épreuve de Trial et un Cross.
- Le Championnat Académique de VTT (02/04) : à Saint-Mamet avec une épreuve de slalom en plus.
- Le Championnat départemental d'Equitation Etablissement : à Mur de Barrez.
- Le Championnat Académique d'Equitation Etablissement (13/05) à Condat.
- Le Championnat Académique d'Escalade (02/04) à Saint-Flour.
- Le Raid des collégiens CD-UNSS à Renac le 4 juin. Après le Cross c'est la plus grosse manifestation organisée par l'UNSS avec environ 500 jeunes qui participent à cette journée par équipe de 4, pour une confrontation sur plusieurs épreuves : kayak, Course d'orientation, Run & Bike, Biathlon tir fléchettes.
- Le Promo Triathlon (18/06) : au centre aquatique d'Aurillac, par équipes de 3, les jeunes réalisent en relais 3 mini triathlons (natation, vélo, course).

L'engagement du Département se caractérise au titre de ces actions par une dotation d'un montant de 7 500 €. Cette dotation est engagée sur la base du budget prévisionnel des actions proposées. Elle sera versée sur présentation d'un état des dépenses dûment acquittées par le comptable de la structure.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-19

Contrat Sport Cantal - Soutien au Comité Départemental Olympique et Sportif pour le fonctionnement de la Maison des Sports

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant les orientations de la nouvelle politique sportive 2022-2028 intitulée "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Vu la délibération n°24CD06-19 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2025 dans le cadre du Contrat Sport Cantal et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Sport du 9 avril 2025 ;

- **ATTRIBUE** une subvention de 25 000 € au Comité Départemental Olympique et Sportif pour le fonctionnement de la Maison des Sports à Aurillac au titre de l'année 2025.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-20

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Condat

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Jean MAGE ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n°21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n°24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n°24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant le plan de financement présenté par le demandeur pour l'étude de programmation et d'AMO dans le cadre du projet de requalification du site de Poulainville :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental du Cantal (Banque des Territoires)	19 867,50 €
	Autofinancement	20 132,50 €
	Total	40 000,00 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Condat une subvention de 19 867,50 € au titre du Programme Petites Villes de Demain pour "l'étude de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet de requalification du site de Poulainville" sur une dépense subventionnable de 40 000 € HT.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-21

Petites Villes de Demain : Avenant n°2 à la convention relative au partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés "Petites Villes de Demain" et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n°24CP01-29 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 janvier 2024 validant l'avenant à la convention de partenariat opérationnel prorogeant la convention jusqu'au 31 décembre 2026 ;

Considérant la proposition de la Banque des Territoires de faire bénéficier le Cantal, dans le cadre du programme Petites Villes de Demain, de 50 000 € de crédits supplémentaires issus de crédits non consommés dans d'autres Départements ;

- **VALIDE** l'avenant n°2 à la convention de partenariat opérationnel augmentant l'enveloppe globale et portant le montant de la contribution de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain à 815 000 € pour la période 2021-2026, tel que joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**AVENANT N°2 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT OPERATIONNEL
POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CONTRIBUTIONS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS
AU PROGRAMME PETITES VILLES DE DEMAIN**

Entre

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Philippe JUSSEMAND Directeur régional Auvergne-Rhône-Alpes,

Ci-après dénommée **"La Caisse des Dépôts"**

d'autre part,

Et

Le Département du Cantal, ayant son siège Hôtel du département, 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex, représenté par Bruno FAURE, Président du Conseil Départemental du Cantal,

Ci-après dénommé **"Le Département"**

d'autre part,

Ci-après désignées conjointement les "Parties" et individuellement une "Partie"

Les Parties ont conclu en date du 15/04/2021 une convention de partenariat opérationnel pour la mise en œuvre des contributions de la Caisse des Dépôts au programme Petites villes de demain.

Les Parties ont décidé de revoir à la hausse le montant de la convention selon les modalités fixées par le présent avenant.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 4.1 « Montant de la dotation de la Caisse des Dépôts » de la convention initiale (ci-après la « Convention »).

Article 2 : Modification de l'article 4.1 « Montant de la dotation de la Caisse des Dépôts »

Les stipulations de l'article 4.1 sont remplacées par les stipulations suivantes :

« Le montant plafond de la dotation de la Caisse des Dépôts au programme Petites Villes de Demain est fixé à **815 000 € pour** la période 2021-2026

Les montants disponibles pourront être attribués aux Territoires PVD par le Département jusqu'au 31.03.2026 et les appels de fonds du Département adressés jusqu'au 31.12.2026 au plus tard.

Les montants correspondants seront contractualisés et versés directement aux bénéficiaires par le Département sur son propre budget. La moitié du montant annuel de la première année sera versé à la signature de la présente. Ensuite, les versements suivants seront attribués sur constatation de l'attribution d'au moins 80% du versement précédent, après remise à la Caisse des dépôts des informations de type reportings prévues au point 1 de l'article 3 de la Convention et au vu de la programmation constatée, toujours dans la limite de l'enveloppe de **815 000 €.**

Un versement anticipé pourra être sollicité avant la fin de l'année, en cas de consommation des crédits attribués, et selon les mêmes modalités précitées, toujours dans la limite de l'enveloppe de **815 000 €.** »

Article 3 : Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à sa date de signature par les Parties. Les autres stipulations de la Convention, en ce qu'elles ne sont pas expressément modifiées par le présent avenant, restent inchangées.

Fait à _____ en 2 exemplaires,

Le _____ / _____ / _____

Pour la Caisse des dépôts et consignations
Le Directeur Régional
Philippe JUSSERAND

Pour le Conseil Départemental du
Cantal
Président du Conseil Départemental
Bruno FAURE

Annexe
Programme Petites Villes de demain
Commission Permanente du 23 mai 2025

EPCI	Petites Villes de Demain	Nombre d'études financées	Montant total voté
Aurillac Agglomération	Jussac, Naucelles, Saint-Paul-des-Landes, Saint-Simon, Sansac-de-Marmiesse, Vézac, Ytrac	6	84 975 €
Communauté de communes Cère et Goul en Carladès	Vic-sur-Cère	7	58 106 €
Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne	Laroquebrou, Le Rouget-Pers, Maurs, Montsalvy	4	82 290 €
Communauté de communes du Pays de Mauriac	Mauriac	3	69 437 €
Communauté de communes du Pays de Salers	Pleaux, Saint-Cernin, Saint-Martin-Valmeroux	6	67 816 €
Communauté de communes du Pays Gentiane	Condat, Riom-ès-Montagnes	4	65 132 €
Hautes Terres Communauté	Allanche, Massiac, Murat, Neussargues-en-Pinatelle	5	46 623 €
Saint-Flour Communauté	Chaudes-Aigues, Pierrefort, Saint-Flour	10	59 259 €
Sumène-Artense Communauté	Ydes	4	82 640 €
TOTAL		49	616 278 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-22

Soutenir les races emblématiques Salers et Aubrac - Attribution d'une subvention au Syndicat des Eleveurs Aubrac Cantaliens

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées ;

- **ATTRIBUE** au Syndicat des Éleveurs Aubrac Cantaliens, dont le siège social est situé 1 rue des Agials - 15100 Saint-Flour, une aide financière de 5 000 € pour l'organisation du Concours Départemental Aubrac, les 20 et 21 septembre 2025 à Saint-Flour. Cette aide a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 10 000 € TTC.

Ces aides sont allouées sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA.109080, relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-23

Aide exceptionnelle pour soutenir l'investissement des élevages ovins touchés par la FCO8 en complément de l'aide régionale

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture ;

- **APPROUVE** la mise en place du dispositif exceptionnel "Soutenir l'investissement des élevages ovins touchés par la FCO8" selon les modalités d'intervention indiquées sur la fiche action jointe en annexe de la présente délibération.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025


Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Soutenir l'investissement des élevages ovins touchés par la FCO8

Type d'intervention	Dispositif Conseil départemental (complément aide régionale)
Priorité Régionale (Convention Région/Département)	Renforcer la solidité du secteur agricole en accompagnant leur transition face aux défis climatique et de préservation des ressources naturelles
Priorité départementale (Programme agricole 2023/2027)	Accompagner la performance économique des exploitations
	Consolider le modèle agricole cantalien

DESCRIPTION DU DISPOSITIF.

Aide exceptionnelle forfaitaire en investissement aux éleveurs ovins touchés par la FCO8 en 2023 et ayant réalisé des investissements productifs dont ils remboursent des encours d'emprunts.

BÉNÉFICIAIRES ÉLIGIBLES

- Élevage de plus de 30 brebis dont le siège est dans le Cantal
- Éleveurs ayant vaccinés FCO8 ou ayant volonté de vacciner FCO8
- Éleveurs dont l'exploitation a été déclarée foyer FCO8 en 2023
- Éleveurs ayant justifié de la reconstruction du cheptel (acquisition ou croît interne)

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

Les dépenses éligibles correspondent à la part de capital remboursé sur la période 2023-2024 pour des emprunts relatifs aux projets d'investissement suivants : bâtiment d'élevage (y compris de stockage) et équipements intérieurs, matériels productifs, acquisition de parts sociales liée à une installation, achat de cheptel.

SUBVENTION

Agnelle achetée ou conservée	⇒ 50 €/agnelle ⇒ 80 €/agnelle pour JA et Nouvel installé (NI)
Bélier acheté	⇒ 250 €/bélier ⇒ 300 €/bélier pour JA et NI
Plancher d'aide	⇒ 500 €
Plafond d'aide	⇒ Nombre de brebis mortes entre le 01/07/2023 et 30/04/2024 ou montant du capital à rembourser

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Les demandes de subventions devront être déposées au Conseil départemental en format numérique.

La demande sera composée des pièces suivantes :

- *Courrier de demande de subvention signé*
- *Copie des Aides Ovines 2023*
- *Si nouvel installé en 2023 et pas d'Aides Ovines 2023 : justificatif technique signé par l'éleveur et un technicien pour justifier de la détention d'au moins 30 brebis en 2023*
- *Attestation d'affiliation MSA de moins de 3 mois*
- *Si concerné JA/NI : Document attestant l'installation (CJA,...)*
- *Si concerné, les justificatifs nouveau détenteur/JA/NI : attestation EDE ou demande d'attribution d'un numéro Pacage*
- *Résultats de l'analyse PCR FCO8 pour attester du foyer FCO8*

- *Facture vaccin FCO8 ou bon de commande pour attester que l'éleveur a vacciné ou a la volonté de vacciner*
- *Liste des brebis mortes pour cause FCO8 entre le 01/07/2023 et 30/04/2024*
- *Attestation bancaire justifiant du montant du capital à rembourser sur la période 2023/2024 pour des emprunts relatifs aux projets d'investissement suivants : bâtiment d'élevage (y compris de stockage) et équipements intérieurs, matériels productifs, acquisition de parts sociales liée à une installation, achat de cheptel.*
- *Dans le cas d'achats d'agnelles/béliers, les copies des factures certifiées payées par l'éleveur. Les factures doivent être payées avant la date de dépôt de dossier et doivent aussi être signées par un technicien. Les agnelles doivent avoir moins d'un an et les béliers moins de 2 ans à la date de l'achat, achat devant être effectué entre le 01/07/2023 et la date de dépôt de la demande.*
- *Copie des COQ (Certificat d'Origine et de Qualification) pour l'achat de béliers*
- *Pour croît interne, liste des agnelles gardées attestée par un technicien.*
- *Relevé d'identité bancaire*
- *Attestation de minimis*



LIEN RÉGLEMENTAIRE

- Lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales.
- Règlement (UE) 2024/3118 de la Commission du 10 décembre 2024 modifiant le règlement (UE) n°1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.



SERVICE RESPONSABLE

PÔLE APPUI TERRITORIAL
 DIRECTION DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
 Service Soutien Territorial, Agriculture et Espaces Naturels
 Tél. : 04 71 46 22 90 – Mail : nlacaze@cantal.fr

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-24

Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques et des Pratiques Amateurs (SDDEAPA) - Année scolaire 2024-2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 24 voix pour - 6 non-participation(s), Didier ACHALME, Céline CHARRIAUD, Marie-Hélène CHASTRE et Pierre MATHONIER ne participent pas au vote ainsi que Jean-Yves BONY et Florian MORELLE par les pouvoirs donnés.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°21CD06-33 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Schéma départemental de développement des enseignements artistiques et des pratiques amateurs 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des aides attribuées dans le cadre de ce dispositif ;

Vu la délibération n°24CD06-21 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 214 838 € au titre du Schéma départemental de développement des enseignements artistiques et des pratiques amateurs pour l'année scolaire 2023-2024 aux écoles de musique et conservatoires réparties comme suit :

- Ecole de musique de la Châtaigneraie Cantalienne : 20 359 € ;
- Ecole de musique et de danse intercommunale du Carladès : 14 944 € ;
- Ecole de musique de Hautes Terres Communauté : 21 067 € ;
- Conservatoire de Saint-Flour Communauté : 39 628 € ;
- Ecole de musique du Haut Cantal : 26 097 € ;
- Ecole de danse du Pays de Mauriac : 5 835 € ;
- Ecole de musique d'Arpajon sur Cère : 6 908 € ;
- Conservatoire Musique et Danse d'Aurillac : 80 000 €.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental comme suit :

- 181 833 € pour les écoles publiques (nature 657358 - fonction 311) ;
- 33 005 € pour les écoles privées sur (nature 65748 - fonction 311).

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-25

Fonds Cantal Animation - FCA

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD06-23 du 16 décembre 2024 approuvant les modalités et les montants d'interventions en faveur de la vie associative et des bénévoles cantaliens pour 2025 ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°25CD01-8 du 21 mars 2025 validant les modalités actualisées du Fonds Cantal Animation ;

- ATTRIBUE 70 subventions aux manifestations et associations locales pour un montant global de 27 020 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION

Commission Permanente du 23 mai 2025

CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Les Aînés Ruraux Automne du Puy de l'Arbre	organisation des actions pour les adhérents du Club en 2025	300
Chorale "Si ça vous chante"	soutien aux projets de l'association	300
Association Sen'noix	organisation de la 23 ^e édition des "Rascalous"	300
Amicale de Trémouille	organisation de la Fête de Pâques 2025	300
Association du Marché de Lafeuillade En Vézie	organisation de plusieurs marchés mensuels et des animations à Lafeuillade en Vézie	250
Sport Cynophile Arpajonnais	organisation de la finale du Trophée par équipe d'agility les 5 et 6 juillet 2025	250
Association des Commerçants et Artisans de Montsalvy	organisation de la 6 ^e édition des Terrasses Musicales de Montsalvy	1 000
CANTON D'AURILLAC 1		
Amicale Sportive Belbexoise	organisation du tournoi de Pâques des jeunes sur la Plaine des Jeux de la Ponétie le 20 avril 2025	200
Association Aurillac Firefighter Contest	organisation de la compétition de crossfit le 11 octobre 2025	750
Comité de Jumelage Ytrac - Monterblanc	fonctionnement 2025	800
Les Digitales Ytracoises	fonctionnement 2025	800
Aurillac Volley Club	fonctionnement 2025	300
AS Espinat Football	fonctionnement 2025	300
Externat de l'Enfant Jésus	organisation d'un voyage scolaire à Sète en 2025	500
CANTON D'AURILLAC 2		
Chorège Ecole de Danse	organisation d'un spectacle de danse en juin 2025	300
Association "Les P'tits Chats Perchés"	fonctionnement	200
Association Hypra Cantal	organisation de la 3 ^e édition de la Marche des Fiertés d'Aurillac	300
Association des Donneurs de Sang Bénévoles d'Aurillac	fonctionnement	300
Jeunesse Musicales de France - Délégation Aurillac / Arpajon	organisation d'un spectacle chorale avec des élèves de primaire au Théâtre d'Aurillac	300
CDOS du Cantal	"Aurillac pour Elles" édition 2025	500
Association Calandreta Del Vernhat	fonctionnement	200
CANTON D'AURILLAC 3		
Association Hypra Cantal	organisation de la 3 ^e édition de la Marche des Fiertés d'Aurillac	300
Association Calandreta Del Vernhat	organisation de diverses manifestations	500

Jeunesse Musicales de France - Délégation Aurillac / Arpajon	organisation d'un spectacle chorale avec des élèves de primaire au Théâtre d'Aurillac	300
CANTON DE MAURS		
Association Pic'Asso	projet d'initiative de communication pour la valorisation du Cantal	100
Comité des Fêtes de Vitrac	organisation des manifestations et de "La Nuit du Drat" 2025	300
Association du Critérium de Marcolès	organisation du critérium de Marcolès 2025	500
Maison Familiale Rurale de la Châtaigneraie	organisation des 60 ans de la MFR de Marcolès	400
ACCA de Sansac de Marmiesse	organisation d'un ball-trap en 2025	300
Club des Aînés Ruraux de Marcolès - Saint-Antoine - Vitrac	fonctionnement 2025	200
Comité des fêtes de Leynhac	organisation de la fête patronale et des festivités 2025	300
Comité d'Animation Culturelle de Marcolès	organisation du Festival Lez'arts de la Rue 2025	500
CANTON DE NAUCELLES		
Association Cantal Comédie	organisation des premières représentations dans le département à l'automne 2025	200
APE de l'école Simone Veil de Saint-Ilhde	organisation d'un voyage en péniche sur le Canal du Midi en 2025	400
CANTON DE NEUVEGLISE SUR TRUYERE		
APE de Faverolles	organisation d'un voyage scolaire à Leucate	220
Etape Sanfloraine	organisation de l'Etape Sanfloraine 2025	500
Association Traditions en Aubrac	organisation de la Fête de la Transhumance 2025	1 000
Association des Riverains du Bès	réalisation d'un film documentaire sur la cadisserie à Chaudes-Aigues	500
AssociationTélé Aubrac	production et diffusion d'un documentaire sur l'équithérapie et l'éthologie équine	500
Club du Bleu de Gascogne, Gascon Saintongeois et Ariégeois	organisation de la Régionale d'élevage canine à Saint-Flour le 28 juin 2025	300
C.L.A.C Art Contemporain de Chaudes-Aigues	organisation d'une exposition de céramiques contemporaines dans la Chapelle des Pénitents et d'une exposition de sculptures dans le cœur du village de Chaudes-Aigues	800
Association Spring Festiv'	organisation du Festival de musique électrique les 16 et 17 mai 2025	200
Comité des Fêtes de Lavastrie	réalisation de la fête patronale de Lavastrie les 27, 28 et 29 juin 2025	1 000
ACCA de Chazelles	installation d'une chambre froide	300
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Association Sportive du Cézallier	organisation de la 30e Foulée du Cézallier	300
FSE Collège Georges Bataille	financement de l'option Rugby	300

Association Les Gazelles	soutien aux actions 2025	300
Groupe Scolaire Georges Pompidou	participation aux déplacements à Bruxelles et à Saint-Etienne	400
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation du Tour du Cantal Cadets 2025	200
Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de Laroquebrou	organisation de la 6e fête de la pêche le 18 mai 2025	400
Union Sportive Cère et Landes	assister au match de ligue 1 Toulouse-Rennes les 3, 4 et 5 mai pour les enfants de l'école de foot	300
CANTON DE YDES		
Association Marchal/Aise Gymnastique volontaire	acquisition de tapis de sol et de matériel de musculation	200
Atelier des Peintres de Champs	acquisition de matériel d'art pour les expositions de peinture	200
Mauriac Cantal Rando - MCR	organisation de la journée "Les Défis Rando du Pays de Mauriac" le 18 mai 2025	200
Association Poule Pastel	organisation du Festival Poulestock les 6 et 7 juin à Lanobre	500
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation du Tour du Cantal Cadets 2025	200
Symbios'	organisation des animations en lien avec la nature	200
Comité des Fêtes du Bois de Lempre	organisation de la Fête d'été et du concours de pétanque le 26 juillet 2025	200
Junior Association Auver'Bike	organisation du Festival VTT le 14 juin 2025	200
Secours Populaire Français Comité de Mauriac	organisation des secours d'urgence aux familles en difficultés	200
Club du 3ème âge "Les Colchiques de l'Agayrou"	organisation d'une sortie à Marcolès et à Sansac-Veinazès en juin 2025	200
Protection Civile - Antenne d' Ydes	renouvellement de matériel	300
Ydes pétanque	participation aux championnats de France les 23 et 24 août 2025	300
Comité d'Animation et de Loisirs de Vebret	organisation de la Fête du Village en 2025	200
FCA DEPARTEMENTAL		
Amicale des Sapeurs-Pompiers de Vic-Sur-Cère	construction d'une stèle en hommage aux anciens Sapeurs-Pompiers	300
Association Well'Com Organisation	organisation d'une manche du Swimrun 2025	1 000
Comité d'Organisation de Vél'Auvergne Foyer Rural de Bianzat Section Cyclotourisme Route et VTT	organisation de la randonnée de cyclotourisme "Vél'Auvergne" les 21 et 22 juin 2025	1 000
Scouts et Guides de France du Cantal - Groupe Vercingétorix	formation de 7 jeunes au BAFA	250
Association 914ème Section Locale de la Médaille Militaire d'Aurillac	réalisation des activités de l'année	100
Association départementale des Cadets de la Gendarmerie Nationale du Cantal	organisation de la 5e session SNU	1 000
TOTAL		27 020

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-26

**Améliorer les conditions de travail des éleveurs en espace pastoral -
Cofinancement du dispositif 207 du FEADER**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°23CD02-17 du Conseil départemental du 23 juin 2023 adoptant, dans le cadre du programme FEADER 2023-2027, le dispositif d'aides financières en faveur du pastoralisme, donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre et autorisant le Président ou son représentant à signer tout document d'attribution d'aides afférentes à ce dispositif ;

Vu la délibération n°24CD06-31 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions en faveur des espaces naturels et ruraux pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu l'avis du Comité de pilotage du Plan Pastoral Territorial du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne en date du 13 janvier 2025 sur les dossiers présentés ;

Vu l'avis favorable du Comité de sélection du dispositif 207 "Améliorer les conditions des éleveurs en espace pastoral" du FEADER, en date du 4 avril 2025 sur les dossiers présentés ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 15 865,01 € en soutien à la réalisation de travaux d'amélioration des conditions des éleveurs en espace pastoral selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Amélioration des conditions des éleveurs en espace pastoral (dispositif 207 du FEADER)								
Raison sociale	Intitulé de l'opération	Commune d'implantation du projet	Assiette retenue en €	Taux aide publique	Aide publique totale en €	Aide FEADER en €	Aide AURA en €	Aide CD 15 en €
COMMUNE DE SAINT HIPPOLYTE	Installation d'une cuve enterrée et d'un bac d'abreuvement avec reprise d'un captage existant	SAINT HIPPOLYTE	21 504,96 €	70	15 053,47 €	9 032,07 €	3 010,70 €	3 010,70 €
COOPERATIVE D'ESTIVE ESMAT LAPASTORALE	Restauration d'un parc de contention existant et création d'un second parc de contention	MALBO	27 945,00 €	70	19 561,50 €	11 736,90 €	7 824,60 €	0,00 €
COMMUNE DE MARCENAT	Restauration d'un réseau d'eau existant et ajout de stockage	MARCENAT	44 280,00 €	70	30 996,00 €	18 597,60 €	6 199,20 €	6 199,20 €
ASSOCIATION LES GRANDES CHAUDIERES	Aménagement de points d'abreuvement, d'un parc de contention et d'un chemin	VIEILLESPESE	47 536,52 €	70	33 275,56 €	19 965,33 €	6 655,12 €	6 655,11 €
Total			141 266,48 €		98 886,53 €	59 331,90 €	6 689,62 €	15 865,01 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-27

Favoriser les pratiques agricoles vertueuses - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées ;

- **ATTRIBUE** à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} R.I. 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 50 000 € pour la mise en oeuvre de son programme d'actions 2025 tel que joint en annexe 1 de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 100 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour favoriser les pratiques agricoles vertueuses pour l'année 2025 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe 2 de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.108940, relatif aux aides à l'échange de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FAVORISER LES PRATIQUES AGRICOLES VERTUEUSES DE L'AGRICULTURE CANTALIENNE

PREVISIONNEL 2025

Conformément à la fiche projet de la convention agricole, les thématiques cibles concerneront :

- 🌱 La préservation de l'environnement
- 🌱 La lutte contre les GES et l'adaptation au changement climatique
- 🌱 L'autonomie fourragère

Ces sujets feront l'objet de diverses actions menées par la Chambre d'agriculture, et en particulier dans le cadre de l'animation des groupes locaux de développement.

La genèse des actions passe par une animation des groupes sur tout le territoire du Cantal. Il est ensuite du ressort du conseiller de la CA15 d'en accompagner la mise en œuvre, la valorisation et la diffusion.

L'ensemble de ces actions peuvent être ainsi répertoriées :

- 🌱 Animation des 14 GVA (1 409 adhérents) répartis sur tout le territoire, 3 Comités de Région, 1 Fédération Départementale des GVA : 3 à 4 Conseils d'Administration par an et par GVA ; 1 AG/GVA ; 1 réunion par arrondissement et par an des Comités de Région et 1 rencontre annuelle des présidents au sein de la FDGEDA
- 🌱 Réalisation de journées techniques/réunions dans divers domaines, par exemples :
 - Essais agronomiques afin de réduire la fertilisation azotée, valoriser les déjections animales, tester des espèces et variété résistantes à la sécheresse, produire davantage de protéines, dynamiser la production des prairies permanentes...
 - Démonstrations de matériels permettant d'introduire des techniques alternatives aux phyto, des techniques de simplification de travail du sol...
 - Organisation de collectes de plastiques agricoles
 - La gestion des haies bocagères et leurs intérêts agro environnementaux
- 🌱 Accompagnement/animation de groupes constitués
- 🌱 Moderniser son outil de travail, par exemple :
 - Portes ouvertes dans des bâtiments d'élevage permettant de meilleures conditions de travail, de bien-être animal, et de gestion des effluents, production d'énergie renouvelable...
- 🌱 Echanges d'expériences / enrichir sa réflexion / communiquer
 - Edition de la lettre des GVA, 4 à 6 numéros par an et par région
 - Organisation de voyages d'études

Plan de financement prévisionnel

▪ Coût : 650 j à 480 €	312 000 €
▪ Conseil Départemental du Cantal	50 000 €
▪ Chambre d'Agriculture du Cantal	262 000 €

CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER LES PRATIQUES VERTUEUSES EN AGRICULTURE- ANNÉE 2025
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le régime cadre exempté relatif n° SA.108940 relatif aux aides à l'échange de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 mai 2025 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 23 mai 2025.

Ci-après dénommé : « Le Département »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 50 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 mai 2025, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 100 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complétée pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2025.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Bénéficiaire

Qualité :
Nom :

Cachet :

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-28

Fonds Commun des Services d'Hébergement - FCSH

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°24CD06-4 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

- ATTRIBUE au titre de la répartition 2025 du Fonds Commun des Services d'hébergement la subvention suivante :

Etablissement	Intervention	Montant TTC	Subvention Taux 70 %
Collège du Val de Cère Laroquebrou	Réparation de la sauteuse	928,80 €	650 €

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-29

Evolution des tarifs de la restauration et de l'hébergement dans les collèges publics - Année 2026

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article R.531-52 du Code de l'éducation relatif à la fixation des prix de restauration scolaire ;

- **VALIDE** le taux d'augmentation compris entre 1 % et 2 % à appliquer aux différents tarifs de restauration des collèges publics pour l'année 2026.

- **CONFIRME** le principe d'un unique forfait annuel de demi-pension, quel que soit le nombre de jours pendant lesquels le demi-pensionnaire déjeune effectivement au restaurant scolaire.

- **VALIDE** les seuils mini et maxi pour les catégories de convives concernés selon les tableaux ci-après :

Pour les élèves :

Année	Forfait demi-pension		Forfait internat 4 nuits		Forfait internat 3 nuits		Ticket élève	
	Mini	Maxi	Mini	Maxi	Mini	Maxi	Mini	Maxi
2026	621 €	645 €	1 503 €	1 569 €	1 222 €	1 369 €	4,25 €	5,23 €
2025	609 €	639 €	1 488 €	1 553 €	1 210 €	1 355 €	4,21 €	5,18 €

Pour les commensaux :

Année	Indice majoré ≤ 426		Indice majoré ≤ 539		Indice majoré > 539	
	Mini	Maxi	Mini	Maxi	Mini	Maxi
2026	3,33 €	4,07 €	4,63 €	5,31 €	5,70 €	6,71 €
2025	3,30 €	4,03 €	4,58 €	5,26 €	5,64 €	6,64 €

- **ACTE** le fait qu'un forfait nuitée puisse être proposé par les établissements qui sera soumis à la validation du Conseil départemental.

- **FIXE** à 8,8 € maximum le tarif pour les hôtes de passage.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 23 MAI 2025

DELIBERATION N°25CP05-30

Garantie d'emprunt partielle sollicitée par l'Office Public de l'Habitat Cantal à hauteur de 50 % de 3 661 302 euros - Construction de 36 logements rue Jean-Charles Alphand 15000 Aurillac

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois mai à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 mai 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Florian MORELLE donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Isabelle LANTUEJOUL ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal par courrier en date du 7 avril 2025, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15004 Aurillac Cedex, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 1 830 651 € pour un emprunt d'un montant total de 3 661 302 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 36 logements situés rue Jean-Charles Alphand 15000 Aurillac ;

Considérant le contrat de prêt n°171278 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- DECIDE d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 661 302 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°171278, constitué de 2 lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-05-2025

Transmission Préfecture : 28-05-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

3 661 302,00 €, soit un montant garanti de 1 830 651,00 €

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 mai 2025,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 Rue Pierre Marty 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 mai 2025, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 3 661 302,00 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la construction de 36 logements à AURILLAC (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°171278), soit une garantie portant sur la somme en principal de 1 830 651,00 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

l'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 171278

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY 15000 AURILLAC,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération AURILLAC TRONQUIERES PG 535-1, Parc social public, Construction de 36 logements situés Rue Jean-Charles Alphand 15000 AURILLAC.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions six-cent-soixante-et-un mille trois-cent-deux euros (3 661 302,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant d'un million six-cent-quatre-vingt-neuf mille trois-cent-quatre-vingt-six euros (1 689 386,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million neuf-cent-soixante-et-onze mille neuf-cent-seize euros (1 971 916,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **24/06/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5643046	5643048		
Montant de la Ligne du Prêt	1 689 386 €	1 971 916 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2 %	3 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2 %	3 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ²	2 %	3 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2,4 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie de toute nature, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE AURILLAC	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES**17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire**

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES**19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U144361, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 171278, Ligne du Prêt n° 5643046

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
15000 AURILLAC

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U144361, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 171278, Ligne du Prêt n° 5643048

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Edité le : 24/03/2025

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



Capital prêté : 1 689 386 €
Taux actuariel théorique : 2,00 %
Taux effectif global : 2,00 %

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedesterritoires.fr](https://www.banquedesterritoires.fr)  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	24/03/2034	2,00	61 756,77	32 770,20	28 986,57	0,00	1 416 558,31	0,00
10	24/03/2035	2,00	61 756,77	33 425,60	28 331,17	0,00	1 383 132,71	0,00
11	24/03/2036	2,00	61 756,77	34 094,12	27 662,65	0,00	1 349 038,59	0,00
12	24/03/2037	2,00	61 756,77	34 776,00	26 980,77	0,00	1 314 262,59	0,00
13	24/03/2038	2,00	61 756,77	35 471,52	26 285,25	0,00	1 278 791,07	0,00
14	24/03/2039	2,00	61 756,77	36 180,95	25 575,82	0,00	1 242 610,12	0,00
15	24/03/2040	2,00	61 756,77	36 904,57	24 852,20	0,00	1 205 705,55	0,00
16	24/03/2041	2,00	61 756,77	37 642,66	24 114,11	0,00	1 168 062,89	0,00
17	24/03/2042	2,00	61 756,77	38 395,51	23 361,26	0,00	1 129 667,38	0,00
18	24/03/2043	2,00	61 756,77	39 163,42	22 593,35	0,00	1 090 503,96	0,00
19	24/03/2044	2,00	61 756,77	39 946,69	21 810,08	0,00	1 050 557,27	0,00
20	24/03/2045	2,00	61 756,77	40 745,62	21 011,15	0,00	1 009 811,65	0,00
21	24/03/2046	2,00	61 756,77	41 560,54	20 196,23	0,00	968 251,11	0,00
22	24/03/2047	2,00	61 756,77	42 391,75	19 365,02	0,00	925 859,36	0,00
23	24/03/2048	2,00	61 756,77	43 239,58	18 517,19	0,00	882 619,78	0,00
24	24/03/2049	2,00	61 756,77	44 104,37	17 652,40	0,00	838 515,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 24/03/2025

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	24/03/2050	2,00	61 756,77	44 986,46	16 770,31	0,00	793 528,95	0,00
26	24/03/2051	2,00	61 756,77	45 886,19	15 870,58	0,00	747 642,76	0,00
27	24/03/2052	2,00	61 756,77	46 803,91	14 952,86	0,00	700 838,85	0,00
28	24/03/2053	2,00	61 756,77	47 739,99	14 016,78	0,00	653 098,86	0,00
29	24/03/2054	2,00	61 756,77	48 694,79	13 061,98	0,00	604 404,07	0,00
30	24/03/2055	2,00	61 756,77	49 668,69	12 088,08	0,00	554 735,38	0,00
31	24/03/2056	2,00	61 756,77	50 662,06	11 094,71	0,00	504 073,32	0,00
32	24/03/2057	2,00	61 756,77	51 675,30	10 081,47	0,00	452 398,02	0,00
33	24/03/2058	2,00	61 756,77	52 708,81	9 047,96	0,00	399 689,21	0,00
34	24/03/2059	2,00	61 756,77	53 762,99	7 993,78	0,00	345 926,22	0,00
35	24/03/2060	2,00	61 756,77	54 838,25	6 918,52	0,00	291 087,97	0,00
36	24/03/2061	2,00	61 756,77	55 935,01	5 821,76	0,00	235 152,96	0,00
37	24/03/2062	2,00	61 756,77	57 053,71	4 703,06	0,00	178 099,25	0,00
38	24/03/2063	2,00	61 756,77	58 194,79	3 561,98	0,00	119 904,46	0,00
39	24/03/2064	2,00	61 756,77	59 358,68	2 398,09	0,00	60 545,78	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Edité le : 24/03/2025

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	24/03/2065	2,00	61 756,70	60 545,78	1 210,92	0,00	0,00	0,00
Total			2 470 270,73	1 689 386,00	780 884,73	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,40 % (Livret A).



Edité le : 24/03/2025

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 171278 / N° de la Ligne du Prêt : 5643048
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 971 916 €
Taux actuariel théorique : 3,00 %
Taux effectif global : 3,00 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/03/2026	3,00	85 309,78	26 152,30	59 157,48	0,00	1 945 763,70	0,00
2	24/03/2027	3,00	85 309,78	26 936,87	58 372,91	0,00	1 918 826,83	0,00
3	24/03/2028	3,00	85 309,78	27 744,98	57 564,80	0,00	1 891 081,85	0,00
4	24/03/2029	3,00	85 309,78	28 577,32	56 732,46	0,00	1 862 504,53	0,00
5	24/03/2030	3,00	85 309,78	29 434,64	55 875,14	0,00	1 833 069,89	0,00
6	24/03/2031	3,00	85 309,78	30 317,68	54 992,10	0,00	1 802 752,21	0,00
7	24/03/2032	3,00	85 309,78	31 227,21	54 082,57	0,00	1 771 525,00	0,00
8	24/03/2033	3,00	85 309,78	32 164,03	53 145,75	0,00	1 739 360,97	0,00
9	24/03/2034	3,00	85 309,78	33 128,95	52 180,83	0,00	1 706 232,02	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr) @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	24/03/2035	3,00	85 309,78	34 122,82	51 186,96	0,00	1 672 109,20	0,00
11	24/03/2036	3,00	85 309,78	35 146,50	50 163,28	0,00	1 636 962,70	0,00
12	24/03/2037	3,00	85 309,78	36 200,90	49 108,88	0,00	1 600 761,80	0,00
13	24/03/2038	3,00	85 309,78	37 286,93	48 022,85	0,00	1 563 474,87	0,00
14	24/03/2039	3,00	85 309,78	38 405,53	46 904,25	0,00	1 525 069,34	0,00
15	24/03/2040	3,00	85 309,78	39 557,70	45 752,08	0,00	1 485 511,64	0,00
16	24/03/2041	3,00	85 309,78	40 744,43	44 565,35	0,00	1 444 767,21	0,00
17	24/03/2042	3,00	85 309,78	41 966,76	43 343,02	0,00	1 402 800,45	0,00
18	24/03/2043	3,00	85 309,78	43 225,77	42 084,01	0,00	1 359 574,68	0,00
19	24/03/2044	3,00	85 309,78	44 522,54	40 787,24	0,00	1 315 052,14	0,00
20	24/03/2045	3,00	85 309,78	45 858,22	39 451,56	0,00	1 269 193,92	0,00
21	24/03/2046	3,00	85 309,78	47 233,96	38 075,82	0,00	1 221 959,96	0,00
22	24/03/2047	3,00	85 309,78	48 650,98	36 658,80	0,00	1 173 308,98	0,00
23	24/03/2048	3,00	85 309,78	50 110,51	35 199,27	0,00	1 123 198,47	0,00
24	24/03/2049	3,00	85 309,78	51 613,83	33 695,95	0,00	1 071 584,64	0,00
25	24/03/2050	3,00	85 309,78	53 162,24	32 147,54	0,00	1 018 422,40	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	24/03/2051	3,00	85 309,78	54 757,11	30 552,67	0,00	963 665,29	0,00
27	24/03/2052	3,00	85 309,78	56 399,82	28 909,96	0,00	907 265,47	0,00
28	24/03/2053	3,00	85 309,78	58 091,82	27 217,96	0,00	849 173,65	0,00
29	24/03/2054	3,00	85 309,78	59 834,57	25 475,21	0,00	789 339,08	0,00
30	24/03/2055	3,00	85 309,78	61 629,61	23 680,17	0,00	727 709,47	0,00
31	24/03/2056	3,00	85 309,78	63 478,50	21 831,28	0,00	664 230,97	0,00
32	24/03/2057	3,00	85 309,78	65 382,85	19 926,93	0,00	598 848,12	0,00
33	24/03/2058	3,00	85 309,78	67 344,34	17 965,44	0,00	531 503,78	0,00
34	24/03/2059	3,00	85 309,78	69 364,67	15 945,11	0,00	462 139,11	0,00
35	24/03/2060	3,00	85 309,78	71 445,61	13 864,17	0,00	390 693,50	0,00
36	24/03/2061	3,00	85 309,78	73 588,98	11 720,80	0,00	317 104,52	0,00
37	24/03/2062	3,00	85 309,78	75 796,64	9 513,14	0,00	241 307,88	0,00
38	24/03/2063	3,00	85 309,78	78 070,54	7 239,24	0,00	163 237,34	0,00
39	24/03/2064	3,00	85 309,78	80 412,66	4 897,12	0,00	82 824,68	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 24/03/2025

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	24/03/2065	3,00	85 309,42	82 824,68	2 484,74	0,00	0,00	0,00
Total			3 412 390,84	1 971 916,00	1 440 474,84	0,00	0,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,40 % (Livret A).